



LE DEVOIR



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Ce n'est pas la neige, mais la possibilité d'une guerre en Irak, qui donne froid dans le dos aux centaines de manifestants qui ont dénoncé hier à Montréal et à Québec une éventuelle agression armée des États-Unis contre Bagdad. En dépit du temps maussade, des représentants de dizaines d'organisations de défense des droits et des syndicats ont marché hier, toutes pancartes et banderoles dehors, pour presser Ottawa de dénoncer ouvertement la politique du gouvernement Bush à l'égard de l'Irak.

Un cri pour la paix venu du froid

Des manifestations ont eu lieu dans 25 villes canadiennes

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

La giboulée qui s'est abattue sur le Québec hier n'a pas refroidi les ardeurs de centaines de manifestants qui, à Montréal et à Québec, ont appelé le gouvernement fédéral à s'opposer fermement à une intervention armée des États-Unis en Irak.

Alors que les inspecteurs de l'ONU amorcent leur

mission en Irak et que la menace d'une attaque américaine se concrétise, les manifestants de Montréal et Québec ont joint leur voix au mouvement mondial qui s'organise contre une agression éventuelle des États-Unis contre Bagdad. Des rassemblements similaires ont aussi eu lieu tout au cours de la fin de semaine dans 25 villes canadiennes, notamment à Toronto.

Malgré un froid de canard et la neige fondante, des centaines de personnes ont convergé vers le parc La-

fontaine pour participer au rassemblement pour la paix organisé par la Coalition Échec à la guerre, qui réunit une cinquantaine d'organisations syndicales, d'associations communautaires et d'organismes de communautés culturelles, laïques et religieux. À Québec, le rassemblement avait lieu devant le Musée de Québec, sur les Plaines d'Abraham, balayées par un vent glacial.

VOIR PAGE A 8: PAIX

L'ONU débarque en Irak

La guerre n'est pas inévitable, dit le chef de la mission, Hans Blix

AGENCE FRANCE PRESSE

Bagdad — L'Irak, mettant le monde au défi de trouver des armes prohibées, attendait hier de pied ferme le chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, le Suédois Hans Blix, qui arrive aujourd'hui à Bagdad pour lancer le processus des inspections auquel Washington ne semble pas vraiment croire.

La délégation de l'ONU, composée d'une vingtaine de personnes, est arrivée hier à Larnaca (sud de Chypre) pour une escale d'une nuit, avant son départ ce matin vers Bagdad, où elle préparera l'arrivée des inspecteurs, prévue dans dix jours.

Le président irakien Saddam Hussein a répété samedi, dans un message au Parlement irakien, que son pays ne possédait pas d'armes de destruction massive. Une affirmation qui n'a pas semblé convaincre pour l'instant la délégation de l'ONU. « Nous n'acceptons pas le "non" comme réponse », a déclaré à Larnaca l'Égyptien Mohammed El Baradei, chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui dirige la délégation avec M. Blix. Les inspections de l'ONU en Irak « sont une occasion » pour Bagdad, selon M. Blix, qui estime qu'une guerre n'est pas inévitable.



Hans Blix

Salon du livre de Montréal

La voleuse de mots

Marie Gagnon quitte le pénitencier le temps d'aller signer son dernier livre

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Au Salon du livre de Montréal, les minutes de Marie Gagnon sont comptées. L'écrivaine, venue signer son dernier livre *Lettres de prison* (VLB), a été libérée du pénitencier de Joliette pour une journée. À côté d'elle, son « IPL », la gardienne qui l'accompagne au cours de cette journée de liberté, veille. Ses conditions de sortie sont sévères, elle n'a pas droit de boire une goutte d'alcool par exemple. Après ce saut au Salon, elle participe à l'émission de Christiane Charrette, avant de regagner le milieu carcéral.

Une journée de pseudo-liberté, une journée passée dans ce temple du livre, aux étalages chargés de nouveautés, pour une prisonnière qui a toujours placé les mots au centre de sa vie. Marie Gagnon a presque l'habitude de la détention. Des dix dernières années, la jeune écrivaine de 36 ans, ex-héroïne mannequin, a passé sept en prison.

VOIR PAGE A 8: VOLEUSE

INDEX

7 8313 00064 1	Annonces..... B 4	Idées..... A 7
	Avis publics.. B 5	Météo..... B 4
	Convergence.. B 7	Monde..... A 5
	Culture..... B 8	Mots croisés.. B 5
	Économie..... B 1	Religions..... B 6
	Éditorial..... A 6	Sports..... B 4
	Fonds..... B 2	Télévision..... B 7



SHAUN BEST REUTERS

Le demi offensif Keith Stokes a célébré la victoire des Alouettes de Montréal avec quelques partisans, hier, au Stade olympique, lors de la finale de l'est de la Ligue canadienne de football.

Montréal 35, Toronto 18

La défense passe à l'attaque

Les Alouettes accèdent à la Coupe Grey en dépit d'une inquiétante anémie offensive

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Deux interceptions bonnes pour autant de touchés et les cris survoltés du fameux « 13^e joueur » ont permis aux Alouettes d'obtenir leur passeport pour la Coupe Grey, hier dans un Stade olympique comble de 57 215 personnes qui sont demeurées sourdes et aveugles aux nombreux ratés de l'offensive.

Le score final, Alouettes 35, Argonauts 18, ne révèle en rien l'allure de la finale de l'est. L'offensive n'a marqué que deux touchés sur des courses de Lawrence Phillips et Bruno Heppell. Le quart-arrière Anthony Calvillo est le premier à se déclarer insatis-

fait de l'attaque. « Notre défense nous a permis de remporter cette partie », a-t-il dit avec une cheville dans la glace pendant que ses coéquipiers fêtaient la victoire. « La semaine prochaine, il faut s'assurer de jouer les quatre quarts », a-t-il ajouté, précisant qu'il serait de l'alignement de départ.

Dès les quinze premières minutes, la défense des Alouettes s'est abattue sur les Argonauts de Toronto pour les priver de leur quart-arrière, Reggie Slack, plaqué par Stéphane Fortin derrière la ligne de mêlée. Le sort des Argonauts était scellé. Fortin a reçu le titre du joueur le plus utile à son équipe en tordant le genou

VOIR PAGE A 8: ALOUETTES

L'ENTREVUE

Délinquance: le Québec rate la cible

Les projets de prévention manquent de rigueur, constate le criminologue Maurice Cusson

Violence à l'école, cambriolages, vols à l'échelle: le criminologue Maurice Cusson s'attaque dans son dernier livre aux stratégies efficaces pour prévenir les crimes, petits et grands, du quotidien. Dans le fourre-tout des mesures en place, il déparade le bon grain de l'ivraie.

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Le Québec dépense peu et dépense mal en prévention. Environ sept millions de dollars pour quelque 140 projets destinés surtout à contenir tout le monde.

« La majorité des projets soumis ont très peu de liens avec la prévention de la délinquance », affirme Maurice Cusson en entrevue. À son avis, il y a un peu trop de saupoudrage. Selon lui, la plupart des demandes de financement présentées au ministère provincial de la Sécurité publique et au ministère fédéral de la Justice sont rejetées « justement parce que le



Maurice Cusson

VOIR PAGE A 8: CUSSON

MAUDE BARLOW • TONY CLARKE

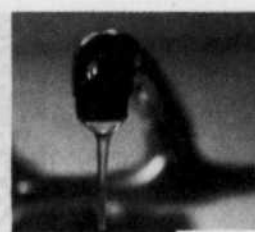
« Un livre qui dessine un tableau exhaustif et terrifiant d'un monde en voie d'assèchement. »

Jean-Paul Dubois, *Le Nouvel Observateur*

L'Or bleu

L'eau, nouvel enjeu stratégique et commercial

Préface de Louise Vandael
Traduit de l'anglais (Canada) par Paule Noyart



L'Or bleu
L'eau, nouvel enjeu stratégique et commercial
Préface de Louise Vandael

Essai
408 pages • 24,95 \$



Boreál

www.editionsboreal.qc.ca

• LES ACTUALITÉS •

En plein vol vers Istanbul

Échec du détournement
d'un avion d'El Al

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Une tentative de détournement en vol d'un avion de la compagnie israélienne El Al assurant la liaison Tel-Aviv-Istanbul a échoué hier soir à la suite de l'intervention des agents de la sécurité d'El Al à bord de l'appareil qui ont réussi à rapidement maîtriser son auteur.

Le vol 581 d'El Al, qui avait décollé de l'aéroport international Ben Gourion de Tel-Aviv vers 20h heure locale avec 170 passagers à son bord, a finalement pu se poser à Istanbul sans encombre.

Selon les médias israéliens et l'agence de presse turque Anatolie, l'homme qui a tenté de détourner l'avion de la compagnie israélienne, considérée comme l'une des plus sûres du monde, serait un Arabe israélien.

Pour Anatolie, il répond au nom de Taoufik Foukra.

«Une personne a été maîtrisée à bord et est actuellement interrogée par la police de l'aéroport», a indiqué à l'AFP un porte-parole de l'aéroport Ataturk d'Istanbul, sans préciser l'identité du pirate de l'air.

L'avion a envoyé un message

d'alerte alors qu'il s'approchait de la mer de Marmara (nord-ouest de la Turquie), avant d'atterrir, a-t-il indiqué.

Selon les premières informations disponibles, le pirate de l'air, armé d'un couteau de poche, a tenté de pénétrer dans le cockpit de l'appareil, mais il a été rapidement maîtrisé par les agents de sécurité.

Couteau de poche

Selon Viviane Gilman, l'une des passagères israéliennes de l'appareil qui a fait part de son témoignage à la télévision publique israélienne, la tentative de détournement de l'avion a eu lieu un quart d'heure avant l'atterrissage.

«Un jeune homme a attaqué l'une des hôtesses à l'avant de l'appareil, au niveau de la classe affaires. Il s'est ensuite dirigé vers le cockpit armé d'un couteau. Les agents de sécurité lui ont sauté dessus et l'ont plaqué au sol», a-t-elle raconté.

«Le commandant de l'appareil nous a dit: nous avons un problème, restez calme», a-t-elle ajouté.

Les passagers de l'appareil n'ont été autorisés à débarquer qu'environ deux heures après l'atterrissage, a rapporté la radio publique is-

raélienne citant le témoignage d'un autre passager.

D'après les médias turcs, les passagers ont quitté l'avion pour un examen de santé et une fouille complète, tandis que les responsables de l'aéroport fouillaient leurs bagages.

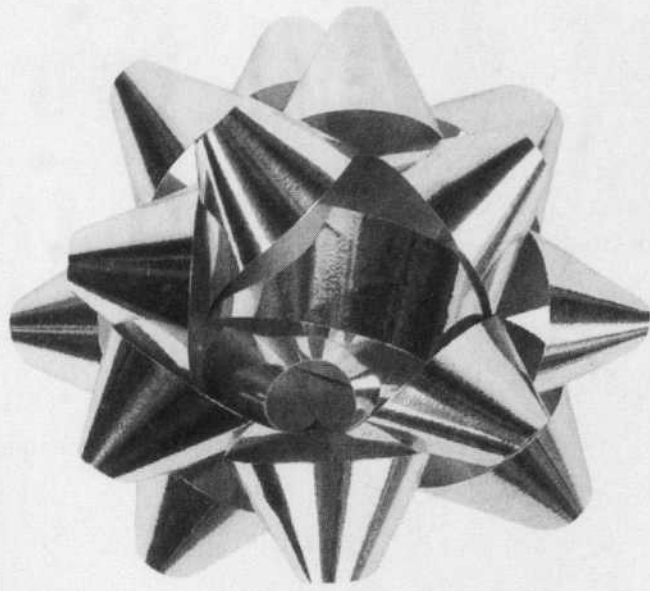
La direction d'El Al, qui n'était pas joignable, a tenu une réunion pour faire le point de la situation, a indiqué la radio, ajoutant que les vols de la compagnie pour la Turquie prévus dans la nuit étaient maintenus.

Le vol 582 d'El Al pour la Turquie prévu dans la nuit a été retardé, a ajouté la radio.

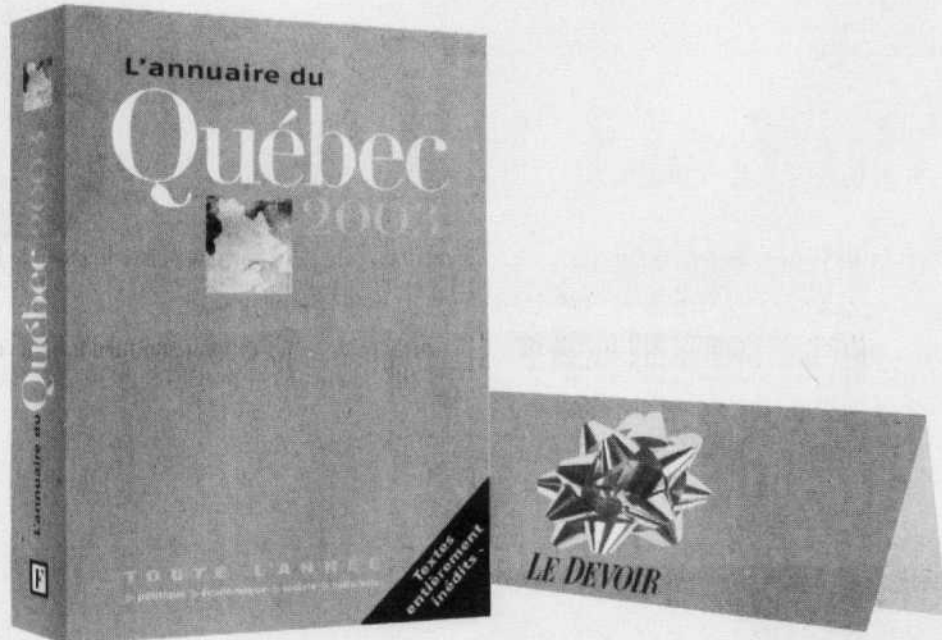
Cible privilégiée d'attentats à partir des années 1960, la compagnie nationale El Al s'est depuis entourée de mesures draconiennes, déjouant plusieurs tentatives d'attaques et se construisant une réputation de sûreté maximale.

Ainsi depuis plus de 20 ans, aucun de ses appareils n'a été détourné. Et pour cause: les cockpits sont protégés par deux portes closes durant tout le vol, tandis que des agents de sécurité en civil se mêlent discrètement aux passagers.

Pour NOËL, offrez LE DEVOIR



et recevez **GRATUITEMENT**
L'annuaire du Québec 2003



1

POUR COMMANDER :

(514) 985-3355 1 800 463-7559 www.ledevoir.com

2

CETTE OFFRE EST VALABLE POUR LES ABONNEMENTS DE :

13 semaines, du lundi au samedi	57.07 \$ + taxes
26 semaines, du lundi au samedi	107.12 \$ + taxes
52 semaines, le samedi	79.56 \$ + taxes
52 semaines, du lundi au samedi	194.48 \$ + taxes

(ou sur tout abonnement d'une valeur de 50\$ et plus avant les taxes)

3

AVANT DE COMMUNIQUER AVEC NOUS,
ASSUREZ-VOUS D'AVOIR :

l'adresse complète et le numéro de téléphone
de la personne à abonner.

4

L'offre est valable jusqu'au 16 décembre 2002
inclusivement. Quantités limitées.

LE DEVOIR

Attention, astronomes amateurs!

Pluie de météorites ce soir

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Un spectacle de feux d'artifice célestes aura lieu, ce soir, alors qu'une pluie d'étoiles filantes d'une rare envergure est attendue dans le ciel du pays.

La pluie des Léonides montrera aux scientifiques et aux astronomes amateurs, tout au long de la nuit, de 20 à 30 étoiles filantes à la minute, peut-être le seul événement du genre d'ici au prochain siècle.

Cette pluie est causée par le passage de la terre dans la queue de la comète Tempel-Tuttle.

«Ça sera très spectaculaire», affirme Peter Brown, professeur d'astronomie à l'Université Western Ontario. «Nous ne verrons pas d'autre spectacle de Léonides d'ici la fin du XXI^e siècle». L'astronome tentera

avec des collègues de prédire l'intensité des tempêtes futures.

Plusieurs curieux se rendront dans les endroits peu éclairés du pays pour assister à ce spectacle à grand déploiement, une expérience unique pour une majorité de gens.

La pluie d'étoiles filantes, que l'on prédit intense, risque d'être partiellement éclipisée par la pleine lune, dont la brillance peut nuire à la visibilité des plus petites météorites. Mais cela ne devrait pas affecter la majesté du spectacle, qui débutera vers 23h ce soir pour s'étirer jusque vers 6h mardi. Les Européens auront vu, eux chez qui le spectacle débutera de six à huit heures avant l'Amérique du Nord.

La pluie des Léonides est nommée ainsi d'après la constellation du Lion, d'où les météores semblent émaner. La prochaine est prévue en 2099.

SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

25^e

anniversaire

25 ans au cœur du livre



à la Place Bonaventure

Adultes 6\$ • Aînés 4\$ • Étudiants 3\$ (Taxes incluses)

www.salondulivredeMontreal.com

14 → 18
novembre
2002

Heures d'ouverture

Jeu. au dimanche 9 h à 22 h • Lundi 9 h à 18 h

EXPOSITIONS

- La nuit à lire debout
- Reliure d'art *La Tranchefile*
- Une grande langue - le français dans tous ses états
- Livres comme l'air
- Nos mères de Clémence Desrochers
- Fondation Émile-Nelligan
- L'antimoine, les éditions d'Orphée : 50 ans de plomb dans la tête
- 1802 - Victor Hugo - 1885
- Brel sur les planches, hommage en bandes dessinées
- 25 ans d'édition au Québec



HEMA-QUÉBEC

→ COLLECTE DE SANG

le vendredi 15 et
le samedi 16 novembre

la lecture en
cadeau

→ La lecture en cadeau

OFFREZ UN LIVRE
NEUF À UN ENFANT

Garderie **Le grand roulement** peut s'occuper des petits de 2 à 10 ans les vendredi, samedi et dimanche / 3 \$ l'heure.

Programme complet au **Salon du livre de Montréal** et sur le site Internet.

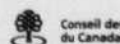


Québec



Canada

Ville de Montréal

Canada Council
for the Arts

SAO

La Presse



Bell

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Chantal Hébert

La descente aux enfers, prise deux?

Depuis que le Parti québécois est en chute libre, tout le monde se demande s'il va entraîner le Bloc québécois à sa suite. Voilà que les élections partielles qui se dérouleront le 9 décembre dans les circonscriptions fédérales de Berthier-Montcalm et de Lac-Saint-Jean-Saguenay vont fournir un début de réponse.

Car, si le Bloc perd l'une ou l'autre de ces circonscriptions ou les deux, ce ne sera pas parce qu'il affronte un Goliath libéral. Dans ce cas-ci, on pourrait même dire que les rôles sont inversés.

Depuis l'arrivée en force du Bloc sur la scène fédérale en 1993, les représentants souverainistes ont remporté ces deux circonscriptions par des majorités écrasantes, du deux pour un en termes de suffrages exprimés. Lucien Bouchard lui-même représentait Lac-Saint-Jean-Saguenay à la Chambre des Communes. Est-il besoin de préciser qu'au référendum de 1995, le Oui l'a emporté haut la main dans un endroit comme dans l'autre?

En fait, Pierre Trudeau était encore au pouvoir la dernière fois qu'on a élu un libéral fédéral dans Berthier-Montcalm et dans Lac-Saint-Jean-Saguenay. Pendant les années Mulroney, ce sont les conservateurs qui détenaient les deux circonscriptions. De 1984 à 1993, le ministre Robert de Cotret était député de Berthier-Montcalm.

Pour mesurer l'échec des efforts de Joe Clark au Québec, il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil au parcours électoral de cette circonscription. Sous la direction de M. Clark, les fragiles racines du PC en sol québécois se sont étioilées. Aux élections de 1997 — alors que Jean Charest était encore à la tête des conservateurs — ces derniers avaient fini la campagne au coude à coude avec les libéraux pour la seconde place dans Berthier-Montcalm. Mais en novembre 2000, le score conservateur dégringolait à 3 %, derrière l'Alliance canadienne qui récoltait 5 % des voix.

Les choses ne changeront pas pour le mieux le 9 décembre. Comme le NPD et l'Alliance, le PC n'est pas un joueur dans la campagne en cours, tellement pas que les seuls placards électoraux en vue la semaine dernière, à part ceux des libéraux et du Bloc, étaient celles du candidat de Stephen Harper.

Le déploiement libéral actuel est le fruit d'une campagne portée à bout de bras par la machine nationale du parti. Les associations locales libérales sont tellement anémiques que le parti a dépêché des permanents de Montréal pour fortifier les deux campagnes.

Même à cela, les libéraux tirent le diable par la queue. Mercredi dernier, c'est à peine si on a réussi à réunir une quarantaine de militants pour accueillir Paul Martin à la permanence du candidat Richard Giroux dans Berthier-Montcalm.

L'ancien ministre fédéral est la plus grosse vedette libérale à avoir visité les deux circonscriptions mais il est loin d'être la seule. Le printemps dernier, le lieutenant québécois de Jean Chrétien, Martin Cauchon, avait eu la partie facile alors que le même type d'exercice s'était déroulé dans des bastions montréalais du PLC. Les circonstances sont bien différentes cette fois-ci. Entre les deux, M. Cauchon a perdu des plumes en montant au front pour défendre, sans succès, le leadership de Jean Chrétien contre l'organisation Martin. Il aurait bien besoin de redorer son blason le 9 décembre.

Et puis, campagne au leadership oblige, plusieurs autres ministres vont faire des tours de piste dans l'une ou l'autre des circonscriptions d'ici au vote. Mais pas Jean Chrétien qui n'a pas l'habitude de s'investir personnellement dans les élections complémentaires. C'est une absence qui tombe bien puisque le plan de match libéral mise clairement sur la perspective de son départ et de la venue probable de Paul Martin comme chef pour promouvoir le parti.

Cela dit, Jean Chrétien ne sera jamais autant occulté du discours électoral libéral actuel que le premier ministre Bernard Landry de celui des bloquistes.

Si les élections complémentaires fédérales étaient une réunion de famille, le PQ serait le cousin gênant qu'on cache dans le placard le temps de finir de recevoir la visite. Alors que les ministres fédéraux se succèdent, les témoins péquistes se font rares. Au Bloc, on martèle que le vote du 9 décembre est un test de l'administration Chrétien plutôt qu'une autre occasion pour les électeurs de laisser savoir leur façon de penser au gouvernement Landry.

Pas facile cependant de dissocier le Bloc du PQ quand c'est la décision des députés bloquistes Michel Bellehumeur et Stéphane Tremblay de tenter leur chance sous la bannière péquiste qui est à l'origine de la tenue de ces élections partielles.

Si le Bloc perd Berthier-Montcalm ou Lac-Saint-Jean-Saguenay le 9 décembre, ce ne sera pas à cause d'un certain effet Martin. Dans le climat de divisions actuelles au PLC, les attraites de M. Martin au Québec — dans la mesure où ils sont réels — sont largement dilués par la présence continue de Jean Chrétien. Il faudra attendre encore pour vraiment mettre ses charmes à l'épreuve.

Si le Bloc perd, ce ne sera pas non plus — contrairement au PQ aux élections partielles de juin dernier — à cause de l'apparition d'une solution de rechange séduisante pour les électeurs souverainistes. Même s'ils en rêvent, ni l'Alliance, ni le PC ne sont en voie de muer en ADQ fédérale.

Tout cela pour dire que si le Bloc n'est pas capable de s'accrocher à deux de ses bastions dans l'état actuel des autres partis, la descente aux enfers qui l'attend aux prochaines élections fédérales risque de n'avoir rien à envier à celle que subit actuellement le PQ.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Organisme-parapluie souverainiste

Parizeau propose d'utiliser des fonds publics pour promouvoir la souveraineté

Québec n'aurait qu'à offrir la même chose à un groupe préconisant un fédéralisme renouvelé

MATHIEU BOIVIN
PRESSE CANADIENNE

Québec — Pour pouvoir donner des fonds publics à un organisme-parapluie souverainiste, Québec n'aurait qu'à offrir la même chose à un groupe préconisant un fédéralisme renouvelé, a indiqué hier l'ex-premier ministre Jacques Parizeau.

«Il y a deux grandes orientations dans la société québécoise: l'une est l'aspiration à la souveraineté et l'autre est l'aspiration à un renouvellement du fédéralisme», a avancé M. Parizeau, sans toutefois évoquer le maintien du statu quo, dans un discours livré à Québec devant des militants du Bloc québécois.

En permettant qu'une association ou institut de recherche préconisant l'une ou l'autre des deux options puisse, par exemple, recevoir un dollar pour chaque dollar recueilli dans le public, le gouvernement péquiste pourrait en toute probabilité affecter des fonds publics à une organisation souverainiste, a-t-il soutenu.

Selon lui, une telle méthode aurait pour effet «d'ajouter aux forces fédé-

listes de l'argent dont elles n'ont pas vraiment besoin — et s'ils ne veulent pas le faire, qu'ils ne le fassent pas — mais nous, on aurait ce qu'il faudrait pour partir sans que ce soit injuste», a-t-il fait valoir, évaluant que son idée est «ce qu'il y a de moins contentieux».

L'ex-premier ministre devra cependant convaincre son successeur Bernard Landry, qui refuse catégoriquement d'engager des fonds publics dans la promotion de la souveraineté. M. Landry a en effet déjà dit qu'il ne voulait pas s'exposer aux accusations de propagande en utilisant l'argent des contribuables pour favoriser son option politique.

Invité plus tard dans la journée à commenter la proposition de M. Parizeau, M. Landry a dit trouver la formule «ingénieuse», soulignant qu'il n'y trouvait aucune immoralité puisqu'elle prévoit de l'argent pour les deux côtés. «Il faut étudier cela», a-t-il statué.

La meilleure solution

Il y a déjà plusieurs semaines que M. Parizeau affirme qu'une organisation-

parapluie rassemblant toutes les forces souverainistes pour «de l'étude et de l'action politique» serait désormais la meilleure solution pour faire progresser la cause de la souveraineté.

«Mais il faut se rendre compte d'une chose, on ne peut pas faire ce travail sans ressources aucunes», a-t-il prévenu hier.

Le Parti québécois entre dans la dernière année d'un deuxième mandat consécutif au pouvoir. La formation souverainiste est actuellement troisième dans les intentions de vote et, à moins d'un revirement, pourrait bien se retrouver marginalisée aux prochaines élections générales.

C'est peut-être cette conjoncture qui incite M. Parizeau à souhaiter que l'organisme souverainiste soit créé avant les prochaines élections. «Si ça fait son chemin, il n'y a pas de raison d'attendre, a-t-il analysé. On a tout avantage, à l'heure actuelle, à battre le rassemblement des souverainistes, parce que ça commence à être éparpillé partout.»

Du reste, il faudrait absolument qu'un quelconque rassemblement pour la souveraineté soit tout à fait dis-



RENE MATHIEU LE DEVOIR

Jacques Parizeau

tiné du gouvernement, voire du Parti québécois. «Autrement, vous ne ramasserez jamais les souverainistes, a assuré Jacques Parizeau. Il y a trop de méfiance à l'heure actuelle, il ne faut pas qu'ils sentent qu'on leur souffle dans le cou ou qu'on contrôle ce qu'ils font.»

Sauve qui peut!



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LA PREMIÈRE véritable bordée de neige a causé tout un émoi sur les routes hier, causant deux accidents mortels en Montérégie et à Ottawa, et quelque 200 sorties de route ailleurs au Québec. Selon les régions, le ciel aura laissé tomber ce matin un manteau de 20 à 30 centimètres de neige, mêlée de grésil, et la Gaspésie devrait obtenir la part du lion, avec 50 centimètres. La moitié des avions ont été cloués au sol à l'aéroport de Dorval et de nombreuses liaisons de la compagnie d'autobus Orléans ont été annulées. Les des nombreux retards dans le transport en commun, de rares téméraires s'en sont remis à leur bicyclette...

Course à la succession de Jean Chrétien

Les députés d'arrière-ban risquent de nuire à la campagne de Martin

LOUISE ELLIOTT
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Enhardis par le programme de Paul Martin en vue de sa course au leadership et par les pouvoirs déclinants de Jean Chrétien, les députés libéraux d'arrière-ban pourraient nuire à la campagne de M. Martin pour la direction du Parti libéral et au cours des prochaines élections fédérales.

Après l'affrontement récent aux Communes, où M. Martin a fait bloc avec 55 autres simples députés libéraux pour défaire le premier ministre sur une réforme des comités parlementaires, les organisateurs de M. Martin ont invité les députés d'arrière-ban à calmer leurs ardeurs.

La course au leadership sera longue; les gens devront éviter d'être irrespectueux, déclarait un stratège, la semaine dernière.

En fait, l'appui des titulaires des banquettes arrière est en partie devenu un handicap pour M. Martin, croient les observateurs de la scène politique comme David Docherty, politologue de l'Université Wilfrid Laurier, en Ontario.

«M. Martin doit s'assurer de contrôler ce qui se fait, et quand, dit le politologue. Dans le cas contraire, il pourrait bien se retrouver, après les prochaines élections, dans la situation du Parti travailliste en Grande-Bretagne, avec un groupe de rebelles de son caucus qui n'aurait pas peur de lui dire d'aller se faire cuire un œuf.»

Une tâche impossible

Récompenser 55 députés qui estiment tous mériter un poste au cabinet sera une tâche impossible, souligne M. Docherty, sans oublier qu'il ne pourra plus accorder de présidences de comités parlementaires, un privilège retiré au premier ministre par la motion controversée adoptée plus tôt au cours du mois.

Un des principaux stratèges de M. Martin, qui s'est exprimé sous le couvert de l'anonymat, a reconnu que M. Martin avait reçu des appels de membres du parti mécontents de la division dans les rangs du caucus et des querelles publiques qui en ont résulté.

Dans un effort apparent pour restaurer l'ordre, M. Martin a tenté de prendre ses distances des députés les plus indisciplinés ayant pris part à la réunion houleuse du caucus à la suite du vote. Le député John Bryden, qui avait accusé les partisans de M. Martin d'avoir livré des informations secrètes aux médias à la suite de la réunion, a révélé que M. Martin l'avait appelé pour exprimer son désaccord avec les commentaires de certains députés au sujet de ce qui s'était passé derrière des portes closes, au caucus.

Les problèmes de discipline au sein des libéraux inquiètent aussi la haute gomme du parti. Son président, Stephen LeDrew, y a été d'une mise en garde, affirmant que l'insubordination des députés d'arrière-ban n'est pas à l'avantage de M. Martin. «La solidarité du caucus et la confidentialité des réunions du caucus sont un principe extraordinaire, et il serait non seulement sage, mais prudent, que les gens s'y tiennent», a-t-il dit.

La CSN souhaite bloquer la voie à l'ADQ

PRESSE CANADIENNE

Devant la montée de l'ADQ, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) envisage diverses stratégies pour empêcher le parti de Mario Dumont d'accéder au pouvoir, a indiqué le quotidien La Presse, hier.

Au cours d'une réunion, aujourd'hui, le conseil exécutif du syndicat préparera le terrain pour débattre de la question devant ses membres.

Traditionnellement éloignée des considérations politiques partisanes, la CSN pourrait, aux prochaines élections, appuyer un parti politique et conseiller à ses membres d'en faire autant. La possibilité d'encourager le deuxième parti en lice, que ce soit le PQ ou les libéraux, ou encore de faire campagne contre l'ADQ, est également envisagée par la centrale syndicale.

«Il y a vraiment un danger que la droite prenne le pouvoir au Québec, a commenté la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, lors d'un colloque sur la montée de la droite tenu à l'UQAM. Nous ne devons pas en minimiser les conséquences sur les grands acquis de société des dernières décennies et particulièrement sur les moins fortunés. Toutes les personnes progressistes devraient se demander quelle stratégie mettre de l'avant pour contrer cette montée de la droite.»

Sans privilégier de piste précise, Mme Carbonneau prône la tenue d'un vaste débat stratégique parmi les membres du mouvement syndical. «Il y a plusieurs avenues que nous devons explorer pour bloquer ce phénomène. Il est cependant beaucoup trop tôt pour nous prononcer sur les stratégies que nous allons privilégier. Nous devons d'abord faire ce débat devant notre conseil fédéral en décembre», a-t-elle expliqué.

Déjà, l'organisation syndicale s'est dotée d'un programme «d'éducation politique», qui vise à «clarifier auprès des membres les enjeux fondamentaux qui se cachent derrière certains débats», ajoute la syndicaliste. Par exemple, ce que souhaite faire Mario Dumont du système de santé, il faut expliquer à nos membres que ce sera une catastrophe.»

Carte d'identité nationale

Caplan et Coderre se contredisent

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La ministre du Revenu national Elinor Caplan a démenti hier que le conseil des ministres ait discuté d'une carte d'identité nationale comme solution aux problèmes que les Canadiens rencontrent à la frontière américaine.

Le ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté Denis Coderre avait émis l'idée, mercredi, alors qu'il venait de conclure une entente Canada-Manitoba sur l'immigration.

Il avait déclaré vouloir «connaître ce que les Canadiens pensent» de l'idée, qui donnerait aux citoyens une carte similaire à la carte de résident permanent — la carte feuille d'érable — remise aux immigrants reçus depuis la fin juin.

«L'idée de M. Coderre n'a pas été approuvée», a déclaré Mme Caplan lors de l'émission Question Period, au réseau CTV.

«Nous avons la carte de résident permanent, qui remplace le vieux document papier appelé IMM1000. C'est tout ce qui a été discuté et approuvé», a dit la ministre Caplan, ajoutant que des façons d'élargir l'utilité de la carte avaient été discutées.

«J'ai dit non, que ce n'était pas approprié parce que nous avons déjà le passeport, a poursuivi Mme Caplan. Le fait est qu'il [Denis Coderre] veut un débat. Je crois qu'il est prématuré d'emprunter cette voie pour l'instant, parce que la discussion porte sur les façons d'agir selon l'intérêt public et la sécurité des frontières.»

• LES ACTUALITÉS •

Dossier médical ouvert pour la première fois

John Fitzgerald Kennedy: portrait d'un grand président en grand malade

PASCAL BAROLLIER
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le dossier médical du président John Fitzgerald Kennedy, ouvert pour la première fois à un historien, peint l'image d'un grand malade, contraint à d'immenses efforts pour dissimuler sa douleur et projeter l'image d'un président vigoureux, jusqu'à son assassinat en 1963.

Les douleurs que ressentait le président et la quantité de médicaments qu'il devait ingérer vont bien au-delà des descriptions que ses biographes en dressaient jusqu'à présent, écrivait hier le quotidien *The New York Times*, informé par l'historien qui a eu accès au dossier. Le quotidien dresse un parallèle avec le cas de Franklin D. Roosevelt, l'ancien président américain qui avait terminé sa vie paralysé, sans faillir à ses fonctions durant ses présidences successives, de 1933 à 1945.

Les problèmes de dos de JFK étaient connus durant sa présidence. Mais son dossier médical révèle qu'il était aussi un grand consommateur de calmants, antidouleurs, somnifères, excitants et traitements hormonaux pour réguler le



ARCHIVES LE DEVOIR
L'ancien président américain John F. Kennedy.

fonctionnement de sa glande surrénale et lui redonner de l'énergie.

Selon l'historien Robert Dallek, cité par le quotidien, le président Kennedy prenait parfois jusqu'à huit médicaments par jour.

Ses douleurs causées par trois vertèbres fracturées, conséquence de l'ostéoporose (peut-être provoquée par certains médicaments pris

à la fin des années 30), étaient telles qu'il était incapable d'enfiler seul une chaussette ou une chaussure au pied gauche, révèle l'historien.

Le président souffrait aussi de la maladie d'Addison, une insuffisance surrénale chronique, potentiellement mortelle, caractérisée par l'asthénie, une hypotension artérielle, des douleurs lombaires et des troubles gastriques.

Accès aux documents

M. Dallek, qui rédige une biographie de Kennedy à paraître en 2003, a pu consulter pendant deux jours le dossier médical du président, assisté du médecin Jeffrey Kelman. Il a eu accès à des documents comprenant dix caisses de radios et huit ans d'ordonnances du président, en raison de «*excellente réputation*» du chercheur, a expliqué au quotidien l'ancien conseiller de Kennedy, Theodore Sorensen.

Malgré la lourdeur de son traitement, le président ne semblait pas trop diminué dans ses capacités. Il se plaignait parfois de se sentir assommé par les médicaments, mais la transcription de certaines conversations pendant la crise des missiles de 1962 à Cuba, pendant laquelle le monde a frôlé la guerre nucléaire, montre

que Kennedy avait une vision claire et qu'il était aux commandes, selon l'historien.

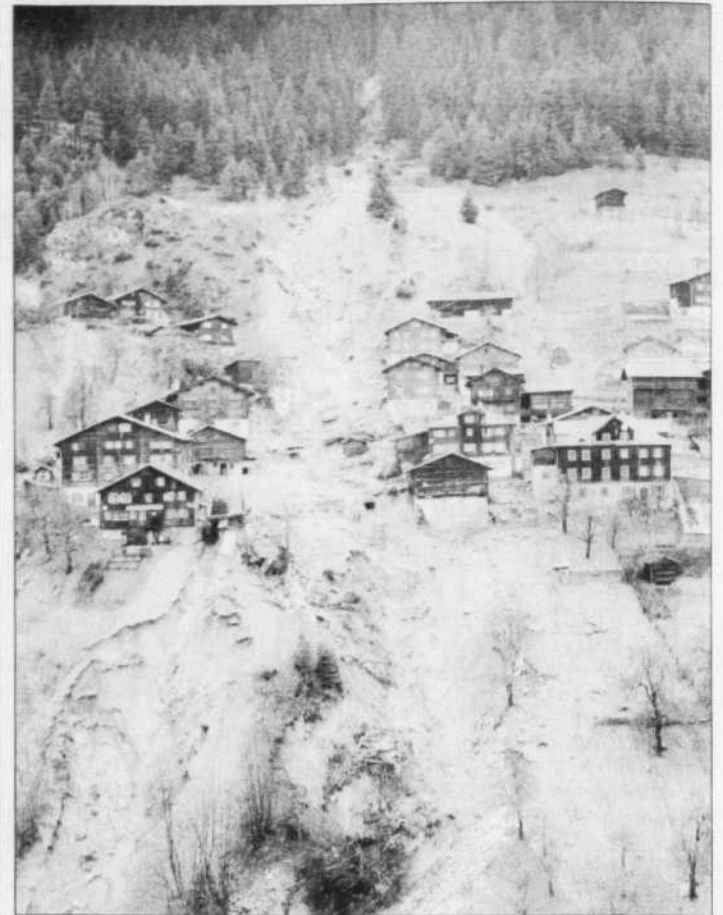
A cette époque, le traitement du président comprenait des antispasmodiques pour lutter contre la diarrhée, des antibiotiques pour une infection urinaire et des niveaux élevés d'hydrocortisone (anti-inflammatoire) et de testostérone pour renforcer sa constitution. Son niveau de cholestérol était également jusqu'à deux fois supérieur au niveau actuellement recommandé.

L'examen du dossier révèle aussi, pour la première fois, que Kennedy avait été hospitalisé à neuf reprises pour des problèmes de dos et d'intestins à New York et à Boston entre 1955 et 1957, quand il était sénateur du Massachusetts.

L'historien dresse une très longue liste de médicaments pris par Kennedy après son arrivée à la Maison-Blanche en 1960, y compris de nombreuses injections d'un anesthésique local, la procaine, dans le dos, juste avant sa participation à des conférences de presse.

«*Il n'a jamais prononcé un mot d'apitoiement sur lui-même ni ne s'est jamais plaint*», se souvient l'historien et ancien conseiller de Kennedy, Arthur Schlesinger, cité par le *New York Times*.

Coulée de boue



REUTERS

UNE VÉRITABLE avalanche de boue a coupé en deux le petit village de Schlans, dans les Alpes suisses, samedi, faisant plusieurs blessés. La situation sur le front des intempéries s'améliorait toutefois hier dans l'ouest de l'Europe, où elles ont entraîné ce week-end la mort de deux personnes en Autriche, fait dix blessés en Allemagne, au moins trois blessés graves en Suisse et provoqué crues et glissements de terrain également en France.

Sondage Léger Marketing

Charte des droits... quels droits?

DONALD MCKENZIE
PRESSE CANADIENNE

pas au courant de leurs droits.»

«Ce qui m'étonne quelque peu, c'est qu'ils ne pouvaient même pas en deviner un, comme par exemple la liberté d'expression, la liberté d'association ou le droit à l'égalité.»

La liberté d'expression a été citée par 27 % des répondants. Elle a été suivie par la liberté d'opinion, la liberté de religion et le droit de parler sa propre langue, à 12 %.

Les totaux dépassent 100 % parce que les personnes ayant été sondées, du 3 au 6 octobre, étaient autorisées à nommer plusieurs droits. Les résultats de cette enquête révèlent que les Canadiens connaissent l'existence de la Charte, mais qu'ils en ignorent le contenu, a indiqué M. Frémont.

Les écoles devraient commencer à enseigner les éléments de base de la Charte, cette dernière ayant un impact énorme sur la vie quotidienne de la population canadienne, a estimé le doyen de la faculté de droit de l'Université de Montréal.

«Je constate que mes enfants à l'école secondaire apprennent des choses au sujet du Guide alimentaire canadien pour manger sainement. Ils apprennent à lire les étiquettes des vêtements afin de ne pas les laver dans l'eau chaude ou l'eau froide.»

«Ce serait peut-être une bonne chose pour eux qu'on leur montre leurs droits.»

EN BREF

La visite royale a coûté cher

(PC) — La récente visite de 11 jours au Canada de la reine Elisabeth II aura finalement coûté 6,7 millions aux contribuables canadiens. C'est 40 % de plus que ce qui avait été initialement prévu par le gouvernement fédéral. À lui seul, le gala en l'honneur de la souveraine qui a été donné au Roy Thomson Hall de Toronto a coûté 1,6 million.

Prix Charles-Cros pour Paule-Andrée Cassidy

(PC) — L'Académie Charles-Cros a décerné à Paris l'un de ses Grands Prix à l'interprète québécoise Paule-Andrée Cassidy pour son plus récent album *Lever du jour*, dans la catégorie «Nouveau Talent». Créée en 1947 par un groupe de critiques et de spécialistes en vue de promouvoir l'enregistrement et la diffusion musicale, l'Académie Charles-Cros est composée d'experts de la vie de la musique et de l'enregistrement sonore.

Semaine de la citoyenneté

(PC) — Le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Rémy Trudel, et le ministre délégué, André Boulerice, ont donné le coup d'envoi à la 5^e édition de la Semaine québécoise de la citoyenneté qui se tiendra jusqu'au 25 novembre.

Attentat de Bali

Six nouveaux suspects recherchés

ASSOCIATED PRESS

Denpasar, Indonésie — Un mois après l'attentat de Bali qui a fait près de 200 morts, l'enquête progresse et la police indonésienne a diffusé hier les portraits-robots et photographies de six nouveaux suspects, dont celui de leur chef présumé, soupçonné d'avoir appris à confectionner les bombes durant ses visites en Afghanistan.

Outre l'attentat visant le Sari Club et le Paddy's le 12 octobre dernier, la police a imputé à ce groupe la responsabilité de l'explosion survenue quelques minutes plus tard devant la représentation consulaire américaine à Bali, sans faire de blessés.

«Nous sommes persuadés qu'ils sont encore en Indonésie», a assuré le général I Made Mangku Pastika, qui dirige l'enquête sur ces attentats.

La diffusion des six portraits intervient moins de deux semaines après l'arrestation d'Amrozi, le seul suspect actuellement détenu par la police. Interpellé le 5 novembre à son domicile à Tengkulung sur l'île de Java, Amrozi a avoué être le propriétaire de la camionnette bourrée d'explosifs utilisée devant le Sari Club. Selon la police, il a aussi avoué s'être procuré le matériel pour fabriquer les bombes.

Sommet de l'OTAN à Prague

Chrétien est en faveur de l'intégration de pays de l'Est

LOUISE ELLIOTT
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le premier ministre fédéral, Jean Chrétien, se rendra cette semaine à Prague afin d'y prendre part au sommet de l'OTAN au cours duquel l'organisation devrait accueillir sept nouveaux membres, tous d'Europe de l'Est, en dépit de l'agitation observée dans la région et des allégations voulant que l'un de ces pays ait vendu des pièces d'armement à l'Irak.

À l'instar de l'ensemble des chefs d'État et dirigeants des 19 nations alliées, M. Chrétien est en faveur de l'intégration de la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, alors que cette dernière tente de se redéfinir dans l'ère de l'après-guerre froide, ont fait savoir des responsables fédéraux, vendredi.

Les candidatures de la Macédoine et de l'Albanie — les deux autres pays souhaitant faire leur entrée dans l'alliance — devraient être rejetées.

«[Jean Chrétien] estime que cela respecte l'engagement pris envers les pays qui se sont engagés dans un difficile processus de réforme, voulant que s'ils faisaient cela, ils seraient les bienvenus au sein de la communauté de l'OTAN», a déclaré l'un de ces responsables.

Interrogé au sujet des informations selon lesquelles la Bulgarie aurait vendu des pièces d'armement à l'Irak, le représentant canadien a indiqué que le pays européen avait jusqu'à présent réagi de façon satisfaisante face à ces allégations.

«Le gouvernement bulgare a répondu très rapidement et a fait preuve de transparence, a-t-il déclaré. Ils ont réglé cette question de façon expéditive, et les pays de l'OTAN sont très satisfaits de la coopération obtenue du gouvernement bulgare.»

Kyoto: Klein n'est pas vraiment résigné

PRESSE CANADIENNE

Calgary — Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, s'est finalement fait à l'idée d'une ratification par Ottawa du Protocole de Kyoto, mais il n'en espère pas moins que le prochain premier ministre du Canada, une fois en poste, sabordera l'entente sur le changement climatique.

«Il est à espérer qu'un autre dirigeant convaincra son caucus d'an-

nuler la politique gouvernementale fédérale», a-t-il déclaré samedi.

«Nous espérons que le bon sens finira par prévaloir [...], et si ce dirigeant est Paul Martin, avec un peu de chance il sera plus réceptif aux idées des premiers ministres de ce pays et nous pourrions parvenir à une solution toute canadienne.»

Le premier ministre albertain a affirmé que l'accord — visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre — serait ratifié d'ici à la

fin de 2002, le premier ministre Jean Chrétien voulant éviter de revenir sur la promesse faite à la communauté internationale. Il a toutefois assuré ne pas encore avoir perdu la bataille menée contre Kyoto. «Nous allons continuer à nous battre parce qu'il n'y a rien dans ce protocole qui parle d'engagement ferme», a-t-il expliqué, ajoutant que le Canada disposait d'un délai de trois ans pour se retirer, s'il le souhaitait, de l'accord.

HEC MONTRÉAL

FAITES ESCALE À HEC Montréal

La Semaine HEC Montréal — un événement annuel — vous fait entrer dans l'univers du transport.

Lundi 18 novembre 11 h	18 h 30	Mardi 19 novembre 18 h 30	Mercredi 20 novembre 18 h 30	Jeudi 21 novembre 18 h 30
Table ronde Turbulences dans le transport aérien	Table ronde Les automobilistes doivent-ils payer davantage pour préserver l'environnement ?	Table ronde L'avenir des infrastructures aéroportuaires dans la grande région de Montréal	Table ronde Le transport en commun est-il la seule solution aux embouteillages ?	Table ronde Partenariats public-privé : est-ce une solution au financement d'infrastructures ?
Lise Fournel Présidente et chef de la direction Destina.ca	Carol Montreuil Vice-président, Division de l'Est Institut canadien des produits pétroliers	Henri-Paul Martel Vice-président, Ingénierie et Construction Aéroports de Montréal	Florence Junca-Adenot Présidente-directrice générale Agence métropolitaine de transport	Jean Daigneault Vice-président principal SNC-Lavalin Investissement Groupe SNC-Lavalin inc.
Philippe Sureau Vice-président exécutif Transat A.T. inc.	Normand Parisien Directeur général Transport 2000 Québec	Jacques Roy Professeur titulaire HEC Montréal	Vincent Patterson Associé principal Groupe VP RESO Inc.	Liguori Hinse Sous-ministre adjoint Direction générale de Montréal et de l'Ouest Ministère des Transports du Québec

Entrée libre.
Lieu : amphithéâtre IBM de HEC Montréal

www.hec.ca/semainehecmontreal
Information : (514) 340-6622

Université de Montréal — Autobus 51 et 129

HEC Montréal
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

Manifestation contre Aristide

Port-au-Prince (AFP) — Plusieurs dizaines de milliers de personnes, plus de 50 000 selon les organisateurs, ont manifesté hier au Cap-haïtien, la deuxième ville du pays, pour réclamer la démission du président Jean Bertrand Aristide. Plusieurs chefs de partis de l'opposition, dont l'ancien dirigeant communiste René Théodore, le socialiste Micha Gaillard (Konakom), Avans Paul (KID) et l'ex-colonel Himmler Rébu avaient pris la tête de la marche qui s'est déroulée sans incident dans cette ville située à 255 kilomètres au nord de Port-au-Prince. La manifestation était organisée par l'Initiative Citoyenne et les partis de l'opposition membre de la Convergence démocratique. Les manifestants, habillés de t-shirts noirs, ont dénoncé la corruption, le trafic de drogue et les crimes politiques perpétrés dans le pays sous le régime du parti Lavalas au pouvoir.

Pas d'hiver pour la guerre en Afghanistan

Kaboul (AFP) — L'arrivée de l'hiver en Afghanistan, traditionnellement synonyme de trêve dans les conflits qui ravagent le pays depuis plus de deux décennies, ne devrait pas coïncider cette année avec un cessez-le-feu, prévoient des experts militaires. Les neiges et les températures glaciales conduisaient d'habitude les nombreux combattants du pays à déclarer une fin temporaire de «la saison d'affrontements», les positions étant gelées jusqu'à la reprise des offensives au printemps. Mais les spécialistes doutent qu'un tel cas de figure se reproduise. «Vraisemblablement, plus on s'enfoncera dans l'hiver, moins il y aura de combats directs, mais je ne pense pas qu'ils s'arrêteront complètement», estime le colonel Roger King, porte-parole de la coalition menée par les États-Unis qui continue à se confronter à des fondamentalistes armés dans le pays. Dernièrement, des postes avancés de l'armée américaine, principalement dans le sud-est du pays à proximité du Pakistan, ont été la cible d'attaques qui semblent être de mieux en mieux organisées.

Décès d'Abba Eban

Jérusalem (AFP) — Abba Eban, une figure majeure de la diplomatie israélienne, est décédé hier à l'âge de 87 ans, dans un hôpital de Tel-Aviv où il était soigné. Né au Cap en Afrique du sud en 1915, il avait immigré en Palestine sous mandat britannique pour devenir après la création de l'État d'Israël en 1948 son premier représentant à l'ONU, en 1949. Il avait été chef de la diplomatie (1966/1974) sous successivement les gouvernements travaillistes de Levy Eshkol et Golda Meïr. En mai 1967, il avait vainement plaidé auprès de la France pour une intervention internationale qui forcerait l'Égypte à rouvrir le détroit de Tiran, sur la mer Rouge. Sa fermeture et l'entrée des troupes égyptiennes dans le Sinaï furent considérées par Israël comme un casus belli qui allait obliger l'État juif à déclencher la guerre des Six Jours. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages à succès, *La Voix d'Israël* (1957), *Mon Peuple* (1968), *Mon Pays* (1972), *Autobiographie* (1977) et a participé à une série de télévision *Héritage*, sur l'histoire du peuple juif. Homme d'une grande culture, il connaissait parfaitement l'arabe.

Le Pakistan durcit sa loi antiterroriste

Islamabad (AFP) — Le président pakistanais Pervez Musharraf, parvenu au pouvoir par coup d'État en 1999, a durci la loi antiterroriste, qui permettra notamment de garder désormais en détention pendant un an sans accusation des suspects d'acte terroriste, a rapporté hier l'agence officielle Associated Press of Pakistan (APP). L'amendement de la loi avait été adopté il y a un mois par le cabinet du général Musharraf, mais n'a été promulgué que samedi soir et est entré immédiatement en vigueur. Il permet au gouvernement d'ordonner l'arrestation d'un suspect et d'étendre sa période de détention, auparavant de trois mois maximum, «pour une période n'excédant pas 12 mois» sans lui signifier d'accusation.



Des Palestiniens lancent des pierres en direction d'un bulldozer en train de détruire une maison à Rafah, dans la bande de Gaza. En soirée, une colonne blindée israélienne pénétrait à Tall El-Hawa, quartier sud de la ville de Gaza, et y encerclait un bâtiment de la sécurité préventive palestinienne précédemment attaqué par des hélicoptères israéliens. D'autre part, l'armée a détruit huit maisons palestiniennes en Cisjordanie depuis l'attaque palestinienne de vendredi à Hébron.

Sharon jette de l'huile sur le feu

En riposte à l'attaque palestinienne, il préconise l'extension de la colonisation juive à Hébron

AGENCE FRANCE-PRESSE

Hébron (Cisjordanie) — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a encouragé hier l'extension de la colonisation juive à Hébron en réponse à l'attaque meurtrière palestinienne de vendredi, relançant la polémique en Israël sur une telle implantation, au cœur d'une population palestinienne hostile.

«Il faut exploiter la situation pour créer des faits accomplis sur le terrain qui permettront d'établir une continuité territoriale entre Kiryat Arba, le quartier d'habitation des colons de Hébron et le caveau des Patriarches», site vénéré par le judaïsme et l'islam, a dit M. Sharon.

M. Sharon a tenu ces propos à Hébron où il s'est rendu en compagnie du ministre de la Défense Shaoul Mofaz, avant de participer à Jérusalem au conseil des ministres hebdomadaire.

L'implantation de Kiryat Arba (6500 âmes) se trouve à deux kilomètres du quartier juif de Hébron, où vivent 600 colons, entourés de 120 000 Palestiniens.

Prenant M. Sharon au mot, un groupe de jeunes colons a créé un point de colonisation sauvage en installant sous des tentes entre Kiryat Arba et le caveau des Patriarches. «Il faut nettoyer le terrain pour s'assurer d'une continuité territoriale israélienne entre Kiryat Arba et Hébron», a déclaré le maire de Kiryat Arba, Tsvi Katsover.

Il a confirmé le projet du gouvernement de construire un nouveau quartier juif entre la colonie et Hébron, évoquant l'établissement de «1000 unités de logement».

L'un des dirigeants de l'opposition travailliste, le député Haïm Ramon, a dénoncé ce projet, accusant à la radio le gouvernement d'«exploiter le drame d'Hé-

bron pour faire avancer ses projets politiques».

«Une extension de la colonisation à Hébron n'offrirait pas davantage de sécurité [aux colons], tout au contraire», a renchéri l'ancien bras droit de l'ex-premier ministre travailliste Ehoud Barak, le général de réserve Danny Yatom.

Les Palestiniens ont réagi aux déclarations de M. Sharon en accusant Israël de «provocquer une nouvelle escalade», qui, selon Nabil Abou Roudeina, conseiller du dirigeant palestinien Yasser Arafat «va mener la région au chaos».

Vendredi soir, un commando du Jihad islamique a tué neuf soldats et trois gardes armés qui escortaient des colons rentrant à Kiryat Arba du matin après avoir été tués. Leurs corps ont été remis dans la nuit de samedi à hier à leurs familles. Les funérailles des victimes ont eu lieu hier.

Bien que le ton général en Israël soit à la fermeté après cette embuscade meurtrière, des divergences d'appréciation sont apparues lors de la réunion hebdomadaire du cabinet, avec la campagne électorale en arrière plan. Alors que le ministre des Affaires étrangères Benjamin Nétanyahou avait évoqué dès samedi soir un «massacre», M. Sharon soulignait hier qu'il s'agissait d'une véritable bataille rangée, a rapporté la radio publique.

Le cabinet sortant de M. Sharon, entièrement dominé par la droite depuis la défection des travaillistes le 30 octobre, doit assurer la transition jusqu'aux législatives anticipées du 28 janvier.

M. Nétanyahou, rival de Sharon pour la direction de la droite, a pressé la communauté internationale de soutenir les mesures que va prendre Israël «contre le terrorisme», après l'attaque de vendredi.

Aghajari condamné à mort: le Guide ordonne une révision

AGENCE FRANCE-PRESSE

Téhéran — Le Guide suprême iranien Ali Khamenei a ordonné hier la révision de la condamnation à mort de l'intellectuel Hachem Aghajari et les militants islamistes ont aussitôt signifié aux étudiants au prix de violents affrontements que la contestation devait cesser.

Quelques heures seulement après l'annonce de la décision prise par le Guide, et après un long face-à-face tendu à l'extérieur, 300 volontaires islamistes (bassidjis) ont donné l'assaut à l'amphithéâtre de l'université Allameh dans lequel environ 600 étudiants

écoutaient un discours en faveur de Hachem Aghajari.

Les bassidjis, qui avaient clairement entendu le Guide menacer de recourir à la «force du peuple» en cas de crise six jours plus tôt, ont partiellement saccagé l'amphithéâtre et lancé des chaises sur les étudiants avec lesquels ils se sont ensuite affrontés durement pendant une dizaine de minutes. La police n'est pas intervenue et ce sont les responsables de l'université qui ont séparé les deux camps continuant à s'invectiver à distance.

Plus tôt dans la matinée, le président du parlement, Mehdi Karoubi, avait annoncé devant les dé-

putés la décision du Guide censée désamorcer une contestation qui, dans une atmosphère déjà très tendue entre conservateurs et réformateurs, a pris en quelques jours des accents de plus en plus politiques.

Hachem Aghajari, intellectuel musulman et professeur d'université, mais aussi combattant de la première heure de la Révolution et invalide de guerre, a été condamné à mort le 6 novembre pour avoir, le 19 juin à Hamedan, plaidé dans un discours pour un «protestantisme de l'islam» et affirmé que les musulmans n'étaient pas des «singes» pour «suivre aveuglément [...] un chef religieux».

La droite française à l'unisson

REUTERS

Paris — La droite a réussi hier le pari historique de l'union en créant l'Union pour un mouvement populaire (UMP), une perspective qui fait débat au sein de la gauche, toujours occupée à bâtir des scénarios d'avenir.

L'Union pour un mouvement populaire (UMP), fusion de la droite et du centre, a été portée sur les fonts baptismaux devant quelque 20 000 militants réunis au Bourget, près de Paris, pour le congrès fondateur du parti chiraquien.

Sans surprise, l'ancien premier ministre RPR Alain Juppé, 57 ans, a été sacré président de l'UMP

pour un mandat de deux ans avec 79,42 % des suffrages. L'UMP, qui compte 365 députés à l'Assemblée nationale, aura pour logo un arbre blanc sur fond rouge et bleu.

Jacques Chirac, qui avait dépeché son épouse Bernadette au Bourget, a salué «un grand moment de notre histoire politique».

La priorité était de fait hier l'entente cordiale, sans couac ni petite phrase, mais les querelles risquent de se réveiller lors de la désignation du candidat de la droite à l'élection présidentielle de 2007, question laissée en suspens.

À gauche, François Hollande a jugé que la naissance officielle de l'UMP constituait «un événement

significatif de la vie politique française» et reconnu que l'opposition devait «prendre conscience du besoin d'unité» tout en adoptant «une autre méthode». Pour le député PS de Paris, Jean-Christophe Cambadélis, la gauche n'est pas «prête» pour l'union. «Pour tout dire, il y a une forme de conservatisme chez nous: les appareils politiques sont réticents à se fondre dans une même formation, mais on y viendra car la bipolarisation me paraît inéluctable», déclarait-il dans une interview publiée hier dans *Le Parisien*. Jean-Christophe Cambadélis estime qu'une «UMP de gauche» n'est pas envisageable «avant une dizaine d'années».

Un nouveau message d'al-Qaïda fait peur à l'Europe

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — Les dirigeants européens multiplient les appels à la vigilance et renforcent leurs mesures de sécurité devant une menace terroriste, alors qu'un nouveau message d'avertissement a été diffusé, selon la presse, par le réseau al-Qaïda d'Oussama ben Laden.

Selon l'hebdomadaire dominical britannique *Sunday Times*, citant un journaliste de la chaîne de télévision arabe al-Jazira, le réseau al-Qaïda a diffusé un nouveau texte, le second en moins d'une semaine, contenant des menaces et décrivant sa stratégie.

Yosri Fouda, correspondant à Londres d'al-Jazira, a reçu le document qui émanerait d'un membre important du réseau.

Al-Qaïda y justifie sa guerre contre «les Juifs et les Croisés» et attaque vivement les Américains. «Vous devez attendre de nous jihad, résistance et punition», indique le document. Selon M. Fouda, le message est non seulement un avertissement aux leaders occidentaux, mais aussi aux dirigeants arabes.

Les dirigeants français ont de nouveau mis en garde hier contre les risques d'attentats, jugés «élevés» par la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie alors que l'État renforce la prévention anti-terroriste.

Les menaces les plus souvent citées par des responsables de la Défense sont le recours à l'arme de destruction massive et l'arme bactériologique ainsi que la contamination de réseaux de transport, d'eau et de ventilation.

L'inculpation de trois hommes soupçonnés de préparer un atten-

tat dans le métro de Londres a relancé les craintes en Grande-Bretagne même si le gouvernement a relativisé hier des informations de presse alarmistes.

Toujours selon le *Sunday Times*, trois suspects, d'origine nord-africaine, ont été arrêtés le 9 novembre alors qu'ils projetaient de répandre un gaz au cyanure dans le métro londonien à l'heure de pointe.

Six personnes au total, qui seraient liées au réseau d'al-Qaïda, ont été interpellées dans le nord de Londres et trois remises en liberté depuis. Le gouvernement s'est immédiatement employé à rassurer la population. «Il n'y a pas la moindre preuve concernant une bombe ou des gaz dans cette affaire», a déclaré le vice-premier ministre John Prescott à la BBC.

De leur côté, les autorités belges manifestent une «très grande vigilance», a déclaré le ministre de l'Intérieur Antoine Duquesne, appelant cependant à éviter de sombrer dans la «psychose».

La Belgique abrite le siège de l'OTAN et des institutions européennes.

En Allemagne, quelque 100 millions de vaccins contre la variole sont disponibles immédiatement pour toute la population en cas d'éventuelle attaque terroriste au virus de la variole, rapporte l'hebdomadaire allemand *Focus* à paraître aujourd'hui.

Vendredi dernier, les services de sécurité américains, le FBI en tête, faisaient aussi état du risque grave d'attaques «spectaculaires» de la part d'al-Qaïda aux États-Unis et ailleurs dans le monde, trois jours après la diffusion d'un message attribué à Ben Laden menaçant de s'en prendre aussi aux alliés des Américains, dont le Canada.

ITALIE

Prison symbolique pour Giulio Andreotti

Rome (Reuters) — Une cour d'appel italienne a condamné à 24 ans de prison l'ancien président du Conseil Giulio Andreotti pour complicité dans le meurtre, en 1979, du journaliste Mino Pecorelli.

Andreotti devrait cependant échapper à la prison grâce à l'immunité que lui confère le statut de sénateur à vie qu'il possède depuis 1991. Chef de gouvernement à sept reprises, il avait été acquitté lors d'un premier procès il y a trois ans, à Pérouse, dans le centre du pays. Il va faire appel du nouveau verdict.

«C'est une amère surprise», a déclaré M. Franco Coppi, avocat d'Andreotti. Ce dernier, âgé de 83 ans, proteste de son innocence. «J'ai toujours cru dans la justice et je continue d'y croire, même si ce soir, je trouve difficile d'accepter une telle absurdité», a déclaré Andreotti dans un communiqué.

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a vivement réagi à ce verdict. «Andreotti est victime d'une justice folle», a-t-il affirmé. «La condamnation à 24 ans de prison du sénateur Andreotti est le stade ultime d'un

théorème judiciaire à travers lequel des secteurs politisés de la magistrature ont cherché à changer le cours de la politique démocratique et cherchent à réécrire l'histoire de l'Italie», a-t-il accusé. Silvio Berlusconi est poursuivi depuis 1996 par le parquet de Milan pour faux en

bilan et corruption de magistrats. L'accusation maintient que des collaborateurs d'Andreotti ont, avec l'aide de membres de la mafia, comploté pour éliminer Pecorelli parce que ce dernier était sur le point de publier des révélations risquant de ruiner la carrière de l'homme politique.



Giulio Andreotti

LOTO QUÉBEC		Résultats	
		TVA, le réseau des tirages	
6/49	Tirage du 2002-11-16	GAGNANTS	LOTS
		6/6	0 5 000 000,00 \$
		5/6+	3 211 576,90 \$
		5/6	195 2 604,00 \$
		4/6	11 787 82,50 \$
		3/6	233 937 10,00 \$
	Complémentaire: (08)	Ventes totales:	14 602 021 \$
		Prochain gros lot (appr.):	10 000 000 \$
Québec 4/9	Tirage du 2002-11-16	GAGNANTS	LOTS
		6/6	1 000 000,00 \$
		5/6+	0 50 000,00 \$
		5/6	12 500,00 \$
		4/6	1 136 50,00 \$
		3/6	22 829 5,00 \$
	Complémentaire: (36)	Ventes totales:	602 503,00 \$
SUPER 7	Tirage du 2002-11-15	GAGNANTS	LOTS
		7/7	0 15 000 000,00 \$
		6/7+	10 56 374,80 \$
		6/7	222 2 222,00 \$
		5/7	12 009 146,70 \$
		4/7	249 979 10,00 \$
		3/7+	230 658 10,00 \$
		3/7	2 074 359 Participation gratuite
Extra	Tirage du 2002-11-15	Extra	Tirage du 2002-11-16
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
126369	100 000 \$	416078	100 000 \$
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L.Q. cette dernière a priorité.			
Si vous avez un problème de jeu...		MISE SUR TOI 1 866 505-JEUX	

É D I T O R I A L

La prévention ne suffit pas

Le directeur des Centres jeunesse du Québec, Pierre Lamarche, présentait la semaine dernière un bilan inquiétant des services qu'il dirige. Le nombre de signalements est en hausse et le personnel en place, dépassé par l'ampleur de la tâche, doit limiter son intervention aux cas les plus urgents. Pourtant, et c'est malheureux, le gouvernement ne semble pas pressé d'accroître le budget des centres jeunesse.



À cours des dernières années, de nombreux reportages ont forcé les centres jeunesse à revoir leurs pratiques déficientes. Lorsque des enfants placés sous la protection de la jeunesse subissent un sort pire que celui qu'on a voulu leur éviter en les retirant de leur milieu familial, c'est que les problèmes ont atteint un seuil intolérable. Cependant, au-delà de quelques cas précis, fortement médiatisés, ces reportages ont attiré l'attention sur les difficultés du personnel à répondre aux besoins des jeunes, de plus en plus nombreux et présentant des problématiques de plus en plus complexes. Six centres jeunesse des Laurentides furent mis sous tutelle pendant qu'à Montréal, un groupe de travail formé par le gouvernement confirma après enquête que les services adéquats n'étaient pas donnés au bon moment. L'équipe dirigée par Jean Bartkowiak concluait notamment que trop de jeunes passaient d'un service à l'autre en changeant à chaque fois d'intervenant, sans que le dossier du jeune ne suive.

Le barrage de dénonciations a porté. Le directeur de l'Association provinciale des centres jeunesse, Pierre Lamarche, le dit aujourd'hui sans détour: «*un moment donné, il faut admettre la critique*». Son équipe a notamment mis sur pied un programme national de formation auquel, au cours des prochaines années, l'ensemble de 7800 intervenants seront exposés. D'ici juin, on espère déployer 5500 ordinateurs dans les lieux de travail, équipés d'un nouveau programme d'aide à la décision. De plus, l'intervenant aura un accès immédiat au dossier du jeune, même s'il ne l'a jamais rencontré auparavant. Ces améliorations peuvent sembler mineures. En fait, elles sont considérables parce qu'elles traduisent non seulement une volonté d'outiller l'intervenant, mais aussi d'agir avec une rigueur renouvelée.



Paule des Rivières

Ces gestes ne suffiront pas à eux seuls à rendre plus efficace un système qui porte en lui ses propres limites, puisqu'il est très difficile d'intervenir de façon efficace et durable avec des adolescents qui ont déjà accumulé un bagage très lourd, surtout s'ils ont été rejetés, négligés et agressés et n'ont pu développer de lien de confiance avec des adultes.

Pour cette raison, le gouvernement du Québec croit qu'il vaut mieux intervenir le plus tôt possible dans la vie de l'enfant. Il a déjà mis en place divers programmes qui vont dans ce sens, permettant notamment de soutenir les jeunes mères «*à risque*» ou de détecter les enfants présentant des troubles dès la maternelle, voire avant. On ne saurait dire combien cette approche est la seule véritable option à long terme, pour enrayer des comportements qui se transmettent de génération en génération.

Mais est-ce une raison suffisante pour fermer les yeux sur les drames que vivent aujourd'hui des milliers de jeunes desservis par les centres jeunesse? Évidemment non. Il est important de soutenir les centres jeunesse afin de réduire la charge de travail des intervenants. En retour, ces derniers prendront des décisions plus éclairées, notamment lorsque vient le temps de décider s'il faut ou non retirer l'enfant de sa famille. La décision de placer un enfant est cruciale et il faut prendre le temps de s'assurer que le jeune s'insérera dans une famille qui lui convient. Les dernières années ont d'ailleurs été marquées par de fortes oppositions idéologiques entre les tenants d'un placement à tout prix et ceux qui privilégiaient presque systématiquement le maintien de l'enfant dans sa famille. Les braquages de cet ordre n'ont pas leur place dans un tel contexte, déjà extrêmement douloureux pour l'enfant.

Mettons les choses au clair. Les enfants sont protégés au Québec, dans la mesure où les services sociaux répondent aux urgences de façon efficace. Mais cela ne saurait suffire. Et s'il est primordial de multiplier les programmes de prévention, voie d'avenir par excellence, il ne peut être question d'abandonner les services sociaux à leur sort.

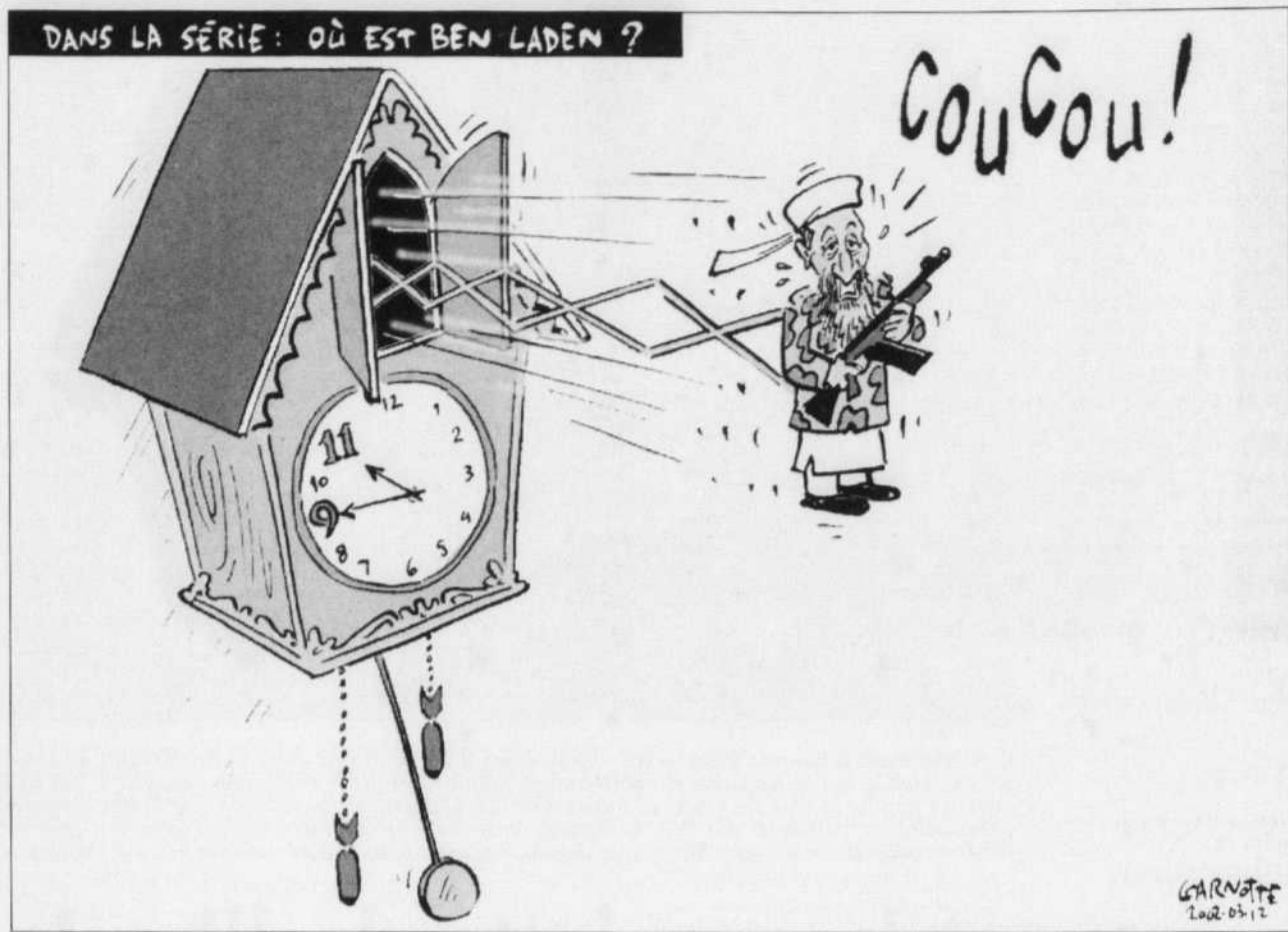
Les centres jeunesse, dont le budget annuel s'élève à 660 millions, ont besoin d'un coup de pouce supplémentaire pour venir en aide aux jeunes placés sous leur responsabilité.

pdrivieres@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



REPRISE DU 12 MARS 2002

L E T T R E S

Bien commun pour tous!

Tout ce brouhaha dans les négociations entre la Fédération des spécialistes et le gouvernement nous interpelle tous. Il était révélateur d'entendre nos éminents médecins spécialistes nous dire qu'ils faisaient cette journée d'étude par compassion pour les malades. Drôle de façon en privant huit mille patients d'opération prévues et de soins appropriés!

La population doit comprendre que vos revendications sont de deux ordres, votre liberté professionnelle d'exercer où bon vous semble et une récupération salariale de 500 millions ou 40 % d'augmentation sur quelques années. Comment concilier votre liberté avec les besoins de recevoir les soins pour les contribuables? Comme les contribuables sont localisés sur tout le territoire du Québec, il est tout à fait normal que votre couverture s'exerce dans toute les régions et dans tous les hôpitaux qui font des chirurgies. Vos collègues omnipotents l'ont compris et acceptent le projet de loi qui permet une répartition sur tout le territoire du Québec. Votre argument voulant qu'il y ait pénurie de médecins me dicte deux réponses, soient qu'il y a plus de médecins au Québec *per capita* que dans les autres provinces et qu'une concentration de spécialistes dans les centres dessert très mal la population.

Votre rattrapage salarial m'apparaît comme votre revendication majeure et la négociation m'apparaît comme le meilleur moyen de régler ce problème, mais dans le respect de vos concitoyens et de leur capacité de payer. Ce qui signifie que ce rattrapage doit se faire sur un grand nombre d'années. Espérer garder les citoyens en otage en les privant des services auxquels ils ont droit ne ferait qu'exacerber leur haine à votre endroit et serait contreproductif à terme pour vos membres corporatistes. On ne peut vous blâmer de vous comparer aux mieux payés en Amérique du Nord, mais vous devez penser à vos concitoyens qui

ont une moyenne de salaire huit fois moindre pour payer leurs impôts qui servent à payer vos salaires. C'est ce que l'on appelle le bien commun et la compassion.

Normand Carrier
Sainte-Julie, le 13 novembre 2002

Du bipartisme au parti unique?

L'histoire politique du Québec semble cyclique. On a l'impression qu'à chaque génération, l'émergence d'un tiers parti vient revitaliser la scène politique avec de nouvelles valeurs, de nouveaux enjeux. Le Mario Dumont de 1995 est-il le René Lévesque de 1968? La victoire annoncée de l'ADQ aux prochaines élections en 2003 rejoint-elle l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976?

Bien sûr que non et il ne faut pas s'en étonner. Cependant, ce n'est pas pour les raisons que l'on pourrait croire. Contrairement à la critique facile du programme de l'ADQ qui est maintenant de bon goût chez les intellectuels de gauche, la véritable critique ne doit pas s'adresser justement à Mario Dumont, qui est conséquent avec lui-même, mais à nous-mêmes!

Incarnation du mal ou une révolution «*du bon sens*» salvatrice, il ne faut pas s'inquiéter de la progression de l'ADQ. Il faut davantage s'inquiéter de l'absence d'un discours alternatif. Qu'on se le dise, l'ADQ n'est pas une solution de rechange: il annonce seulement la mort inévitable d'une polarité idéologique sclérosée. Si le bipartisme au Québec s'est construit sur la question nationale depuis les trente dernières années, le bipartisme à venir se fondera vraisemblablement sur les enjeux sociaux adressant à nous tous la même question: dans quel type de société nous voulons vivre?

Il serait malsain que l'ADQ, par manque de compétition, remplace «*par défaut*» la polarité partisane actuelle. Que ce passe-t-il avec les en-

fants des *baby-boomers*? Est-il possible que la génération des 35 ans ne fasse qu'un derrière Mario Dumont? Comment se fait-il que les groupes de pressions ou autres mouvements sociaux ne se développent pas en parti politique? Que font les environnementalistes? Que font les sociaux-démocrates?

Cette inertie n'augure rien de bon et si rien n'est fait, le Québec va consacrer son premier Roi depuis la Conquête. Les États généraux sur la réforme des institutions démocratiques démontrent que le Québec est prêt à revoir son système politique. Alors que beaucoup regardent d'un œil intéressé le système américain, nous risquons fort de finir comme le Liechtenstein. Les élections auront lieu au plus tard dans neuf mois: une gestation s'impose.

Eric Bourque
Étudiant en science politique,
Université de Montréal
Novembre 2002

Instrument de guerre

Sadam Hussein plie, le spectre de la guerre USA-Irak s'éloigne, le prix du pétrole baisse et, spontanément, la Bourse chute. Bien sûr, diront les experts, la perspective d'une plus grande offre de pétrole en raison de la détente entre l'Occident et l'un des principaux pays producteurs de pétrole en est l'explication. Soit. C'est le mécanisme du marché qui le veut ainsi.

Cependant, ce qui est inquiétant dans tout cela, c'est de constater que la variation de l'offre d'un produit, fut-elle stratégique, a plus d'importance et est plus déstabilisante pour les marchés que les espoirs de paix suscités par la détente. Une constatation pour le moins troublante, qui tend à démontrer que l'échelle des valeurs est faussée en Occident. Le capitalisme serait-il devenu un promoteur et un instrument de guerre? A moins qu'il l'ait toujours été!

Claude Lalonde
Sainte-Foy, novembre 2002

LIBRE OPINION

Non à l'anglais langue d'enseignement dans les universités francophones

LOUIS GILL

Vice-président du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal

Un important débat a actuellement lieu dans les universités sur un éventuel recours à l'anglais comme langue d'enseignement. À l'UQAM, ce débat a été lancé par le rapport d'un groupe de travail présidé par le professeur Paul Bélanger, intitulé *L'UQAM, université francophone à vocation internationale*.

Personne ne nierait que toutes les grandes universités, francophones ou anglophones, sont aujourd'hui insérées dans une réalité qui ne cesse de s'internationaliser et qu'elles doivent se disposer adéquatement dans cette nouvelle réalité. Mais, le plus grand défi des universités francophones est de demeurer francophones et de se renforcer comme telles. En conséquence, la première préoccupation de l'université francophone doit être la mise en place des moyens visant à affirmer, dans tous les aspects de la vie universitaire (enseignement, recherche, communications internes et externes, etc.) son caractère francophone et d'assurer à ses étudiants la connaissance universitaire du français qui leur manque dramatiquement. À cet objectif doivent s'articuler tous les autres, dont celui, incontournable dans le contexte international d'aujourd'hui, de l'apprentissage et de la maîtrise par les étudiants, comme partie intégrante de leur formation, de langues secondes, en premier lieu de l'anglais.

La langue d'enseignement

S'il faut tout mettre en œuvre pour favoriser l'apprentissage de langues secondes, il faut par contre rejeter, dans les universités francophones, le recours à d'autres langues d'enseignement que le français, sauf pour l'enseignement des langues. L'université francophone doit demeurer francophone et l'enseignement qui s'y dispense doit continuer à être dispensé en français, sinon c'en est fait de sa spécificité francophone. À ce chapitre, les tendances actuellement à l'œuvre constituent un dangereux glissement. À l'UQAM par exemple, le rapport Bélanger préconise «*une ouverture à d'autres langues d'enseignement que le français, tant pour attirer des étudiants non francophones que pour permettre à l'ensemble des étudiants d'être exposés à des langues autres que le français*». Il propose qu'un enseignement dans d'autres langues soit offert à

des groupes non francophones lors de formations sur mesure, à des groupes d'étudiants étrangers spéciaux, à des étudiants dans les programmes «*à cheminement international*» et à l'ensemble des étudiants inscrits dans des programmes de baccalauréat (un maximum de trois cours).

Même si l'UQAM dispose des compétences et des ressources nécessaires, qu'est-ce qui justifierait qu'en tant qu'université francophone, elle réponde positivement à des demandes de formation en anglais? D'excellentes universités anglophones, tout aussi compétentes que l'UQAM, existent, dont c'est la mission spécifique de dispenser des cours en anglais. Empièteraient-elles sur le terrain des universités francophones et leur feraient-elles concurrence en offrant de leur côté des cours en français? La réponse des universités francophones devrait alors consister, non pas à se lancer dans une concurrence encore plus forte en ripostant par l'offre de cours en anglais, mais d'intervenir au sein de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec et auprès du bailleur de fonds qu'est le gouvernement pour qu'une concertation interuniversitaire, voire l'adoption d'un cadre juridique, en arrive à fixer clairement les responsabilités respectives des universités francophones et anglophones.

Il faut également tout mettre en œuvre pour que cesse la concurrence que se livrent entre elles les universités francophones sur le terrain de la langue, motivées qu'elles sont par de strictes considérations financières de conquête d'effectifs étudiants. L'odieuse d'une telle concurrence est illustré en particulier par la conclusion, au début de 2001, d'un contrat de formation en anglais de cadres de la société Bombardier avec l'Université de Sherbrooke après le refus de l'UQAM d'accéder à cette demande pour des raisons linguistiques. Commentant cette anomalie, celui qui était alors candidat au rectorat de l'UQAM, Roch Denis, avait soulevé les questions suivantes:

«Je me demande bien comment le ministre de l'Éducation et le gouvernement peuvent ne pas être interpellés par une telle situation: chaque université pourra-t-elle agir comme bon lui semble en matière linguistique...? Les universités québécoises peuvent-elles utiliser le terrain de la langue pour se faire concurrence entre elles?»

D'où la nécessité, tant pour les universités francophones que celles qu'entre universités francophones et anglophones, d'un code établissant les règles de conduite en matière de langue d'enseignement.

Pour justifier sa recommandation voulant qu'un certain nombre de cours soient dispensés dans d'autres langues que le français dans des programmes «*à cheminement international*» et dans tous les programmes de premier cycle, le rapport Bélanger soutient que c'est le moyen de permettre aux étudiants de «*maîtriser les concepts et la terminologie du domaine d'études*». Non seulement cela n'est-il nullement convaincant, les étudiants ayant tout le loisir d'amplement se familiariser avec les concepts et la terminologie à partir de la documentation écrite qu'il doivent lire dans les langues étrangères, principalement en anglais (articles, ouvrages, manuels, rapports, etc.), mais on ne peut pas ne pas constater que cela constituerait une autre brèche favorisant l'intrusion de l'anglais comme langue d'enseignement. En complément des cours de langues offerts, des programmes d'échange d'étudiants et de stages à l'étranger sont au contraire le moyen par excellence d'atteindre l'objectif d'apprentissage des langues secondes.

Enfin, pour ce qui est de l'utilisation de l'anglais ou d'une autre langue dans la rédaction de travaux et d'examens au premier cycle, une pratique souple d'arrangements individuels conclus sur une base *ad hoc* et par consentement mutuel de l'étudiant et du professeur est la formule à maintenir. Il faut rejeter les initiatives actuelles qui visent à remplacer ces arrangements à caractère exceptionnel par une politique officielle de l'établissement permettant, dans une perspective de marketing auprès des populations étudiantes anglophones et allophones, de recourir de manière générale à d'autres langues, essentiellement à l'anglais.

Les universités anglophones, il est vrai, utilisent cette pratique, en permettant aux étudiants francophones de remettre travaux et examens en français. Mais il faut rappeler que les universités francophones ne peuvent être vues en symétrie avec les universités anglophones au sein d'une société francophone où le français, encore prédominant et langue officielle, est néanmoins la langue menacée, alors que l'anglais minoritaire est loin de l'être. Ici encore, le besoin de normes interuniversitaires est une urgence.

Pour conclure, si on n'exerce pas la vigilance nécessaire, l'université francophone ouverte à la diversité culturelle et linguistique, qu'il faut s'employer à construire et à renforcer, risque, sous prétexte d'une adaptation nécessaire à l'internationalisation, de s'effacer progressivement devant une éventuelle universalité pluriculturelle et plurilingue, dans les faits bilingue, inévitablement vouée à la domination de l'anglais envahissant.

IDÉES

TECHNOLOGIES



ARCHIVES LE DEVOIR

Certes nous disposons de matériel plus puissant et de logiciels plus sophistiqués, mais nous attendons encore le Léonard de Vinci, le Chaplin et le Dante de l'âge du numérique.

En attendant le huitième art, le rêve de l'œuvre totale

Une seule certitude subsiste: les arts numériques ne seront certainement pas une synthèse multimédia des arts antérieurs

HERVÉ FISCHER

Titulaire de la chaire Daniel Langlois à l'université Concordia, auteur du Choc du numérique (VLB, 2001) et du Romantisme numérique (Fides-Musée de la civilisation, 2002)

Le grand défi de la culture numérique d'aujourd'hui semble se situer dans l'invention de nouveaux langages, de nouvelles esthétiques multimédias sous le signe du temporel, de l'éphémère, de l'événementiel, de l'interactivité. Certes, le plus souvent, nous ne voyons encore aujourd'hui que des écrivains qui écrivent sur des écrans cathodiques, des peintres et des photographes qui reproduisent leurs œuvres sur ces écrans, des cinéastes qui se confinent à la petite taille de ces écrans, comme on vit autrefois des photographes faire des peintures, des cinéastes du théâtre, des producteurs de télévision filmer des studios de radio, etc. Marshall McLuhan l'avait déjà souligné: on commence toujours par mettre les contenus des vieux médias dans les nouveaux.

La transversalité en art

Sous le signe de la convergence numérique, on s'est pris à rêver d'œuvres multimédias totales, usant de tous les sens. Mais qui sera ce grand artiste multimédia, cet écrivain qui fera excellemment de la musique, de la photo, de la peinture, de la danse, du cinéma et qui maîtrisera toutes ces technologies numériques et leur évolution constante? Il n'est pas encore né.

À l'occasion de sa présentation à la Fondation Daniel Langlois, Bernard Lamarche rappelait récemment dans *Le Devoir* ce constat que l'artiste canadien Michael Snow, explorateur de tous les médias, faisait déjà dans les années 60: mes peintures sont faites par un cinéaste, mes sculptures par un musicien, mes films par un peintre, ma musique par un cinéaste, mes peintures par un sculpteur, mes sculptures par un cinéaste, mes films par un sculpteur... qui parfois travaillent ensemble. En outre, mes peintures ont été en grand nombre faites par un peintre, mes sculptures par un sculpteur, mes films par un cinéaste, et ma musique, elle, par un musicien.

Cette transversalité en art est encore loin de l'ambition d'œuvres véritablement multimédias, mais que vaudrait-elle de plus ou de moins que la spécialisation dans un seul média, poussée à ses limites d'expression? Ce n'est pas la technologie qui fait l'artiste — ni le crayon, ni l'ordinateur; ce n'est pas davantage la matière — terre, marbre, pigments ou pixels — mais sa vision, son image du monde, sa *weltanschauung*, qui implique des choix technologiques éventuels, mais non nécessaires, y compris par excès ou par défaut.

La nécessité d'une vision artistique du monde

Une photo en couleurs n'est pas plus artistique qu'une photo en noir et blanc, bien au

contraire, souvent. La question centrale de l'art ne se situe ni dans la pauvreté, ni dans l'agrégation cumulative de tous les médias disponibles, mais dans la puissance et la nécessité d'une vision artistique du monde que saura explorer et construire le cinéaste, le musicien, le peintre, ou le créateur numérique.

Nous nous en tenons trop souvent à cette idée fautive, selon laquelle le multimédia impliquerait implicitement la somme des beaux-arts, de l'écriture, de l'architecture, de la musique, du théâtre, de la danse et du cinéma. Mais qui serait doté de tous ces talents? Si ce nouvel artiste, ce prodige apparaît un jour, nous proposerons de le reconnaître sans hésiter comme un génie universel. Pour le moment, après la période épique et héroïque des premières œuvres numériques multimédia, encore très modestes mais fascinantes par leur nouveauté exploratrice et que nous avons présentées avec ferveur notamment dans les expositions Images du futur à Montréal de 1986 à 1997, nous assistons plus souvent aujourd'hui à un essoufflement et à des redites.

Certes nous disposons de matériel plus puissant et de logiciels plus sophistiqués, mais nous attendons encore le Léonard de Vinci, le Chaplin et le Dante de l'âge du numérique, ou plutôt ce génie multimédia qui concevrait enfin cette œuvre totale dont rêvait Wagner et qui s'appellerait sans doute Charlie Léonard Dante de Vinci-Wagner.

Un désir d'œuvre totale

Mais ce demiurge chimérique n'existera sans doute jamais. Ce rêve même de l'œuvre totale, que sous-tendent les idées des technologies multimédias, de la convergence et finalement de l'artiste total, cet *opera mundi* de l'*Homo numericus* n'est-il pas plutôt une expression nouvelle de notre vieux mythe de l'unité du monde? Car le modèle même de l'œuvre totale, multimédia, interactive, créatrice, évolutive et toujours capable de nous surprendre chaque matin, chaque nuit, à chaque génération, et dans tous les lieux d'où nous pouvons la contempler ou la scruter, n'est-ce pas l'univers lui-même?

Que l'homme se prenne volontiers et de plus en plus pour un dieu, que CyberProméthée s'éveille impatiemment en nous à l'âge du numérique, voilà sans doute le ressort même de ce désir d'œuvre totale qui nous hante. Nous aspirons à l'unité de la connaissance, à l'unité de la création, à l'unité de l'humanité. Et à l'exemple de la création naturelle ou divine comme chacun voudra l'interpréter, nous tentons aujourd'hui à notre tour

de nous rendre maître et possesseur de l'univers, du génome et du futur. Nous rêvons d'intelligence collective et partagée, de cerveau planétaire, de noosphère et d'une posthistoire où l'humanité, dotée des pouvoirs magiques extraordinairement puissants des technologies numériques, accomplirait enfin son destin démiurgique en achevant l'œuvre de la nature ou de Dieu: l'œuvre humaine totale, sa propre perfection, au sens métaphysique du mot.

Une nostalgie de l'unité originelle

L'œuvre totale que nous attendons d'une mai-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'artiste canadien Michael Snow, explorateur de tous les médias.

trise protéenne du multimédia, et le génie total qu'elle impliquerait, exprime notre nostalgie de l'unité originelle et notre aspiration à la retrouver dans la création artistique. Et elle satisfait à notre instinct de puissance.

Mais les arts ont divergé. Ils se sont constitués en se séparant, comme les langues, comme les cultures et comme les êtres humains eux-mêmes. Ils n'ont pas échappé à la grande vague de cette diversité multipolaire que symbolise le mythe de la tour de Babel. Et je me plais à cette diversité des arts. J'aime que la peinture ne soit pas de la photographie, que le cinéma ne soit pas de théâtre, que la radio trouve son chemin loin de la télévision, que les arts numériques ne soient pas de l'opéra. Cette multiplicité qui naît de la séparation des arts est une richesse à laquelle nous ne devrions pas rêver de renoncer.

Et l'accomplissement de chacun de ces arts implique son éloignement de tous les autres. N'oublions pas que le progrès n'existe pas en art, et que l'accumulation des médias ou l'augmentation de la puissance technologique ne constitue en aucune façon une garantie d'un art plus accompli. L'art pauvre vaut l'art numérique, et réciproquement.

Plutôt que d'arts multimédias, parlons donc désormais d'arts numériques, qui vont découvrir aussi leur esthétique et leurs vertus spécifiques, sans s'asservir au rêve impossible de l'œuvre totale. Nous n'avons qu'une seule certitude: les arts numériques ne seront certainement pas une synthèse multimédia des arts antérieurs. Ils s'en détacheront plutôt. Les arts numériques constitueront un huitième art, non pas la somme des sept premiers, qui ont quant à eux aussi encore beaucoup à dire, y compris sur le monde numérique qui constitue pour les artistes d'aujourd'hui, qu'ils soient écrivains, cinéastes, peintres ou musiciens, et travaillent avec ou sans ordinateur, le défi contemporain.



Michel Venne

Lire

L'abondance saute aux yeux lorsque l'on déambule dans les allées du Salon du livre de Montréal. Abondance de titres, d'écrivains, de lecteurs. Abondance d'idées et de personnages. Réflexion et imagination d'un côté. Curiosité de l'autre.

Le salon a son microclimat. Il est un concentré. Une immense librairie pour un week-end autour duquel s'articule la vie du monde des livres. Il est aussi l'aboutissement d'un sprint de production dans les maisons d'édition. L'infographiste, la correctrice d'épreuves, l'éditeur, le représentant commercial, le livreur et l'attachée de presse ont trimé dur pour «sortir» à temps pour la foire annuelle, et pour les emplettes de Noël, tout un catalogue d'ouvrages, du recueil de poésie aux recettes de cuisine. Le monde du livre est aussi un commerce.

Les auteurs (on ne les appelle plus beaucoup des écrivains) ont le bonheur de croiser leurs regards et de parler avec ceux à qui leurs livres sont destinés.

Ici, une étudiante confie à un essayiste que son livre a changé sa vie, l'a inspirée, est devenu sa bible. Là, le capitaine Robert Piché signe une dédicace, dans la biographie que lui consacre Pierre Cayouette (Libre-Expression), à une amie souffrante en attente d'une greffe essentielle pour le prolongement de ses jours: «Il ne faut jamais lâcher», écrit le héros malgré lui.

Le livre contient de l'espoir.

Descartes a écrit que «la lecture de tous les bons livres est comme une conversation avec les plus honnêtes gens des siècles passés qui en ont été les auteurs». John Ruskin a comparé les livres à «une société qui nous est continuellement ouverte, de gens qui nous parleraient aussi longtemps que nous le souhaiterions, quel que soit notre rang» bien qu'eux-mêmes soient de grands poètes, des hommes de science prodigieux ou des ministres fascinants qui, dans la vie normale, ne pourraient nous consacrer même deux minutes de leur temps.

Marcel Proust a formulé une réponse à Ruskin (*Sur la lecture*, Actes Sud, 1998). La lecture, écrit-il, «ne saurait être assimilée à une conversation, fit-ce avec le plus sage des hommes; ce qui diffère essentiellement entre un livre et un ami, ce n'est pas leur plus ou moins grande sagesse, mais la manière dont on communique avec eux. La lecture, au rebours de la conversation, consiste pour chacun de nous à recevoir communication d'une autre pensée, mais tout en restant seul, c'est-à-dire en continuant à jouir de la puissance intellectuelle qu'on a dans la solitude et que la conversation dissipe immédiatement, en continuant à pouvoir être inspiré, à rester en plein travail fécond de l'esprit lui-même».

La lecture est donc une impulsion venant d'un autre (l'écrivain), mais qui se produit au fond de nous-mêmes. Robertson Davies estime que les livres nous disent surtout ce que nous portons en nous. C'est pourquoi un livre se prend en entier et non en morceaux. Le livre «existe, que vous y voyiez un conte, une parabole ou une révélation directe de la réalité; le démontrer en mille morceaux ne vous avancera rien. C'est comme une horloge. Si vous le regardez intelligemment, il vous dira l'heure qu'il est dans ma vie et dans la vôtre; si vous le démontez, vous n'obtiendrez qu'une poignée de camelote à jeter» (Lire et écrire, Lemac, 1999).

Proust nous met d'ailleurs en garde. «Tant que la lecture est pour nous l'initiatrice dont les clefs magiques nous ouvrent au fond de nous-mêmes la porte des demeures où nous n'aurions pas su pénétrer, son rôle dans notre vie est salutaire. Il devient dangereux au contraire quand, au lieu de nous éveiller à la vie personnelle de l'esprit, la lecture tend à se substituer à elle, quand la vérité ne nous apparaît plus comme un idéal que nous ne pouvons réaliser que par le progrès intime de notre pensée et par l'effort de notre cœur, mais comme une chose matérielle, déposée entre les feuillets des livres comme un miel tout préparé par les autres et que nous n'avons qu'à prendre la peine d'atteindre sur les rayons des bibliothèques et de déguster ensuite passivement dans un parfait repos du corps et de l'esprit.»

Lire un livre n'est pas un acte de consommation. Si la lecture peut nous divertir, elle peut aussi nous changer, changer nos comportements, donner un sens à l'action. Mais c'est à condition que les idées exprimées dans un essai ou illustrées par une fiction ne restent pas enfermées dans le livre que l'on range sur l'étagère, écorné. Une idée n'est vivante que par la délibération.

Le critique des essais, au *Devoir*, Louis Cornéliier, déplore dans *L'annuaire du Québec 2003* le fait que, malgré la richesse de la production des intellectuels québécois, les livres qu'ils publient ne provoquent pas les débats passionnés qu'ils devraient engendrer. «Ce n'est pas, en elle-même, la production intellectuelle qui n'est pas à la hauteur, mais sa réception. Nos essayistes écrivent, c'est une évidence, des choses pertinentes et essentielles, mais qui demeurent trop souvent non relayées par leurs congénères. Ils se lisent peut-être les uns les autres, s'observent et s'étudient, mais ils ne poussent que trop rarement leur engagement jusqu'au choc des idées, seul véritable moteur d'une vie intellectuelle vivante et d'une tradition en marche.»

Autre sujet d'inquiétude: le taux de lecture de livres chez les adultes de 15 ans ou plus au Québec est à la baisse. À peine 52 % des Québécois affirment lire des livres en 1999, contre 57 % en 1994. Le taux de lecteurs chez les 15-44 ans est plus alarmant. Il dépassait les 60 % en 1979, il affleure les 50 % vingt ans plus tard.

Or si la lecture révèle ce que nous avons en nous, elle forme aussi l'esprit. Le philosophe allemand Peter Sloterdijk, dans sa conférence *Règles pour le parc humain*, publiée en 1999, voyait dans la baisse de la lecture et le règne de l'audiovisuel de divertissement le signe de rien de moins que la fin de l'humanité.

L'abondance des lecteurs croisés ce week-end place Bonaventure me conduit à plus d'optimisme. A vos livres!

Michel Venne est directeur de *L'annuaire du Québec*, chez Fides.

vennem@fides.qc.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Jeanne Corriveau (rigile), Marie-Andrée Chouinard (éducation) ; Paul des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mungler (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste) ; Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; à l'information culturelle : Michel Bélar (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels) ; à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte ; à l'information internationale : Claude Levesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste) ; à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornéliier (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marie-Hélène Alarie (secrétaires à la rédaction) ; Louise-Madeleine Soucy, Geneviève Ois-Dionne (comptes). La documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sybil Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yvanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Theriault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ALOUETTES

SUITE DE LA PAGE 1

du polyvalent quart-arrière, un peu pour le geste, mais surtout en raison de ses conséquences.

Appelé en renfort, le substitut Jim Ballard a accordé deux touchés coup sur coup pour permettre aux Alouettes de s'imposer 14 à 3 après 12 minutes de jeu. L'expérience de Ballard n'a pu compenser son manque d'agilité... et de chance. Son receveur Demetris Bendross a d'abord laissé échapper un ballon vite récupéré par Reggie Durden et renvoyé jusque dans la zone des buts dans une envolée de 27 verges. La séquence suivante, le pauvre Ballard a tiré dans les mains du demi-défensif Danny Derricott, qui a foncé dans un sprint de 35 verges jusqu'à la limite du terrain.

«Le plan de match aujourd'hui, c'était de garder la pression sur le quart-arrière et d'essayer de le contenir. On savait que Reggie Slack était capable de s'échapper de gauche à droite. Il est bien habile», a dit Stéphane Fortin.

Pour le contenir, ils l'ont contenu. Revenu au jeu pour une brève série, Slack s'est fait plaquer derrière la ligne de mêlée pour une deuxième fois par l'ailier défensif Marc Megna avant la fin du premier engagement. Fin de la journée de travail et des beaux espoirs. Le plaqué de Fortin s'est avéré déterminant, reconnaît l'entraîneur des Argonauts, Mike Clemons. Les Argos détenaient en Ballard un joueur expérimenté, et en leur troisième homme, Marcus Brady, un coureur redoutable. Mais un seul quart affichait ces deux qualités combinées: Reggie Slack. «Nous n'avions pas de réponse. Nous avons fait de notre mieux en utilisant ces deux gars-là à tour de rôle pour faire le boulot», a avoué Clemons.

L'entraîneur des Argos s'est montré on ne peut plus satisfait de la performance de son unité défensive. Elle n'a accordé que 142 verges par la passe et 104 verges par la course, en plus de plaquer Calvillo derrière la ligne de mêlée à cinq reprises. «Elle a joué assez bien pour nous permettre d'espérer la victoire», a dit l'entraîneur des Argonauts.

«Leur défense est bonne. Très bonne», a renchéri Anthony Calvillo. Très tôt dans le match, le quart des Alouettes a constaté que les Argonauts exerçaient une pression constante sur les premiers essais. Au total, Calvillo a arraché 18 premiers essais, contre 16 pour ses trois adversaires réunis. Sa plus longue passe n'a franchi que 22 modestes verges. À l'offensive, les résultats des Argonauts et des Alouettes sont d'ailleurs très similaires. Calvillo a réussi 65 % de ses passes (17 sur 26) contre 63 % pour ses adversaires (20 sur 32). Les Argonauts ont même récolté 261 verges au total, soit 20 de plus que les vainqueurs.

Don Matthews, l'entraîneur en chef des Alouettes, a résumé le tout par une formule toute simple: «L'offensive fait vendre des billets, la défense vous fait gagner des championnats.»

La victoire s'explique autant par le brio de la défense que le tintamarre de la foule. Sur le terrain, les Argonauts ont gâché des troisièmes essais déterminants à deux reprises au moins parce que les joueurs n'arrivaient pas à entendre les directives du quart. Mike Clemons reproche même aux joueurs des Alouettes d'avoir «aboyé» pendant le décompte du quart Marcus Brady, une accusation que les arbitres n'ont pu vérifier... parce que le public criait trop fort.

Les Alouettes recevront la monnaie de leur pièce, dimanche prochain à Edmonton. Ils affronteront l'équipe locale, les Eskimos, qui ont triomphé des Blue Bombers de Winnipeg 33 à 30 dans la finale de l'Ouest. Le choc attendu aura lieu. Les deux meilleures équipes de la ligue, présentant toutes deux un dossier de 13 victoires et de cinq défaites en saison régulière, se disputeront la Coupe Grey. Dans la Ligue canadienne de football, où une équipe perdante peut aspirer aux honneurs suprêmes, c'est toute une surprise.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'entreprise Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

La résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU donne jusqu'au 8 décembre à l'Irak pour remettre une liste complète des sites susceptibles de servir au stockage ou à la production des armes de destruction massive.

M. Blix a ajouté qu'il espérait «rencontrer les responsables du gouvernement irakien dès lundi [aujourd'hui]». «C'est une mission importante et un emploi du temps chargé nous attend», a-t-il dit. La délégation aura pour mission d'installer des liaisons radio sécurisées avec le siège de l'ONU à New York et de moderniser un laboratoire resté dans les anciens bureaux de l'UNSCOM, la première mission d'inspection des Nations unies.

Ce laboratoire servira notamment à tester des échantillons d'air et de terre pour y déceler d'éventuelles traces de composants chimiques à utilisation militaire. M. Blix a assuré que la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection de l'ONU (COCOVINU) rendrait compte «de la coopération ou du manque de coopération» des autorités irakiennes, mais qu'il serait «du ressort du Conseil de sécurité» de décider des conséquences à donner à une éventuelle mauvaise coopération de l'Irak, «pas à nous».

«La pression n'est pas sur nous, elle est sur le régime irakien», a-t-il assuré. «Il y a beaucoup d'affirmations selon les-

quelles les armes sont cachées, et ce sera un défi pour nous de découvrir des installations souterraines, mais nous espérons que des États membres [de l'ONU] nous aideront», a-t-il dit.

Selon des sources des services de renseignement occidentaux citées hier par le quotidien américain Los Angeles Times, une flotte de camions transportant des armes bactériologiques, qui se déplacent à travers l'Irak, vont rendre difficile la mission des inspecteurs de l'ONU.

Le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz a une nouvelle fois affirmé dans une interview à la chaîne britannique ITV que son pays n'avait pas, depuis le départ des inspecteurs en désarmement de l'ONU en 1998, «développé [...] d'armes nucléaires, biologiques et chimiques». Le gouvernement irakien «assurera un accès immédiat» aux inspecteurs de l'ONU aux sites qu'ils souhaitent examiner, a-t-il assuré, ajoutant que Bagdad était en train de «préparer» le document sur ce que l'Irak prévoyait de déclarer au Conseil de sécurité des Nations unies en ce qui a trait aux armes de destruction massive ou aux programmes et aux capacités dans ce domaine.

Le quotidien irakien Babel, dirigé par le fils aîné du président Saddam Hussein, Oudai, a souligné de son côté «l'énorme responsabilité» des inspecteurs en désarmement de l'ONU. «Nous espérons que les équipes d'inspecteurs et leurs chefs vont agir en toute objectivité [...], car ils ont une énorme responsabilité.»

cipeaux instigateurs d'une nouvelle offensive contre le régime de Saddam Hussein. Des représentants d'organisations arabes, dont l'Association des organisations charismatiques musulmanes, ont aussi pris part à cette démonstration pacifique.

La présidente de la CSN, Claudette Carboneau, a elle aussi insisté sur l'importance que la population s'élève contre le «projet guerrier» des États-Unis. «L'attitude américaine est en train de bouleverser l'ordre international et de faire consacrer un droit à des guerres préventives. C'est tout à fait inadmissible», a-t-elle souligné.

Selon cette dernière, une attaque américaine ne réglerait rien et plongerait de nouveau le peuple irakien dans la misère et la désolation. «Derrière la guerre, il y a des milliers de personnes qui souffrent. On peut bien rêver de tout détruire en Irak, mais, ce faisant, on risque de mettre à mal les forces du progrès qui pourraient permettre une avancée et un redressement de la situation dans ce pays-là», estime la chef syndicale.

L'offensive militaire des États-Unis est d'autant plus scandaleuse, croit-elle, quand on pense aux milliards de dollars qui y seront engloutis, comparativement aux sommes dérisoires consacrées à l'aide internationale.

À ses côtés, on pouvait voir également des représentants du plus grand syndicat infirmier, la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec

Signe du scepticisme de Washington sur le processus des inspections, l'armée américaine a entamé samedi ce qu'elle qualifie de tout premier entraînement conjoint, en présence de journalistes, en vue d'une éventuelle intervention en Irak.

Saddam Hussein commettrait «l'erreur de sa vie» en refusant de se plier aux conditions fixées par la résolution 1441, a prévenu hier le ministre britannique des Affaires étrangères Jack Straw.

Dans le même temps, le secrétaire général de l'OTAN, le Britannique George Robertson, a affirmé qu'il «ne faut pas tenir pour acquis qu'il y aura une guerre contre l'Irak», dans un entretien au journal espagnol El Mundo.

Le roi de Bahrein Hamad ben Issa Al-Khalifa et le président syrien Bachar Al-Assad, en visite à Manama, ont «exprimé l'espoir que l'acceptation par Bagdad de la résolution 1441 permette de mettre fin à la tension dans la région et lui évite une confrontation armée» avec les États-Unis, selon l'agence bahreïnienne officielle BNA.

Des avions américains et britanniques ont bombardé hier des «objets civils dans le nord de l'Irak», a déclaré un porte-parole militaire à Bagdad, sans faire état de victimes.

Dans un message au secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, le chef de la diplomatie irakienne Najib Sabri a demandé aux Nations unies de faire cesser les «violations» de son espace aérien par des avions américains et britanniques dans le sud du pays.

(FIQ), de même que la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Viviane Barbot.

«Même si les États-Unis ont réussi à arracher un consentement aux Nations unies, on voit qu'ils sont vraiment prêts à faire la guerre, et on veut attirer l'attention du monde entier sur le fait que c'est totalement injustifié de plonger le peuple irakien à nouveau dans la guerre et la désolation. C'est une défaite pour les droits de l'homme», a lancé la porte-parole de l'organisme de défense des droits des femmes.

Selon Mme Barbot, une nouvelle guerre en Irak serait non seulement un recul pour la démocratie, mais aussi un net recul pour les droits de l'homme.

«Ce sera aussi un recul pour les femmes, car dans toutes les guerres, ce sont toujours les femmes qui paient le prix le plus fort», dit-elle.

Hier, des manifestations semblables ont aussi eu lieu à Bruxelles, en Belgique, où près de 7000 personnes ont protesté contre une possible guerre en Irak. La veille, au Canada, environ 2500 militants anti-guerre étaient allés protester devant la législature ontarienne, à Toronto, et des rassemblements similaires ont aussi eu lieu à Hamilton et Kingston en Ontario, à Calgary en Alberta, à Brandon au Manitoba, à Sydney en Nouvelle-Écosse et dans plusieurs villes de Colombie-Britannique.

PAIX

SUITE DE LA PAGE 1

Après des discours enflammés, le cortège de protestataires réunis au parc Lafontaine s'est mis en branle vers le centre-ville de Montréal, pour terminer sa marche pour la paix devant le complexe Guy-Favreau, une des principales édifices fédéraux au cœur de Montréal.

Comme dans le reste du Canada, les manifestants, farouchement opposés à une nouvelle incursion de l'armée américaine en sol irakien, ont réclamé une prise de position ferme de la part d'Ottawa.

«On sent que la population du Québec est très sensible à ce qui se passe actuellement. Avec 5000 personnes dans les rues avec une température pareille, ça confirme aujourd'hui que les gens veulent vraiment que le gouvernement fédéral intervienne auprès de l'ONU. On n'a pas mis des organismes internationaux sur pied pour les laisser se rien dire», a déclaré hier Monique Richard, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Tout autour d'elle on pouvait entendre les militants scander: «Non à la guerre, oui à la paix!» et «Paix, peace, shalom, salam!» Pancartes à la main, ils s'en sont pris à Bush et à Blair, prin-

CUSSON

SUITE DE LA PAGE 1

lien avec une vraie prévention de la délinquance n'est pas là», affirme le directeur de l'École de criminologie de l'Université de Montréal.

La stratégie québécoise de la prévention de la criminalité, qui vient de fêter son premier anniversaire, reconnaît d'ailleurs l'incohérence caractéristique de la prévention: actions multiples et éparpillées, absence significative d'évaluation, critères de financement discutables.

Auteur d'une dizaine de livres sur la délinquance, le crime et le châtiment, Maurice Cusson espère éclairer la lanterne des pouvoirs publics avec son dernier ouvrage, intitulé *Prévenir la délinquance. Les méthodes efficaces*. Publié au Canada et en Europe par les Presses universitaires de France (PUF), le livre s'adresse à tous les acteurs engagés dans la prévention (éducateurs, psychologues, travailleurs sociaux, policiers et autres experts). M. Cusson recense les initiatives réussies et ratées qui s'attaquent à la racine de la criminalité. L'auteur y parle aussi bien du succès des politiques de contrôle des armes à feu que de l'échec de la surveillance civile dans les quartiers.

En matière de violence à l'école, l'auteur condamne les thérapies individuelles ou en groupe, qui ne réduisent en rien le potentiel de délinquance d'un jeune. Il se montre tout aussi réfractaire aux conférences et exposés sur le respect de la loi — si chers aux policiers — qui ne donnent aucun résultat. M. Cusson cite en exemple le programme américain DARE, dans lequel les policiers encouragent les adolescents à «dire non à la drogue» en 17 séances. Dans certains cas, les jeunes rencontrés par les policiers consommaient plus de drogues que leurs camarades qui n'avaient pas été sensibilisés au fléau. «Les policiers perdent leur temps s'ils s'imaginent faire de la prévention quand ils vont dans les écoles. Peut-être que ça se défend comme mesure de relations publiques», dit-il.

À l'opposé, la délinquance fléchit dans les écoles adoptant un code de conduite assorti de sanctions. Si elle n'est pas trop sévère, la punition per-

met à l'enfant de comprendre la gravité de ses gestes en plus de le persuader de traiter les autres de manière équitable. Les recherches montrent que les règles est laissées à la discrétion des enseignants vivent les pires problèmes de violence. Avec le temps, ils finissent par hésiter avant d'appliquer les sanctions. Résultat? Les étudiants en viennent à penser que les règles sont tombées en désuétude et ils les transgressent sans gêne. En revanche, les écoles non violentes présentent une caractéristique commune: elles sont dotées d'un code valable pour tous. Les écarts de conduite y sont punis à tout coup.

Cette analyse ne relève pas de l'opinion mais du constat. Contrairement aux idées reçues, il est possible de mesurer l'impact d'un projet de prévention par l'évaluation scientifique. Aux États-Unis, et ailleurs dans le monde, les chercheurs comparent le taux de criminalité avant et après la réalisation d'un projet concret. Malheureusement, le Québec se dérobe trop souvent à cette obligation de rigueur. «C'est un problème qui existe dans toute la francophonie. On a peu d'évaluations, précise M. Cusson. Il n'y a pas de tradition ou de culture d'évaluation, avec le résultat que les idées sur la prévention restent des idées floues. Il y a beaucoup de bons sentiments et très peu d'actions très précises ou évaluées de façon systématique.»

À ce chapitre, les Anglo-Saxons se distinguent par leur souci d'objectivité. Ce n'est donc pas un hasard si les expériences les plus prometteuses portent la griffe des Américains ou des Britanniques dans l'ouvrage de M. Cusson. Des exceptions locales viennent confirmer la règle.

À Boucherville, la police et les principaux responsables de la prévention ont combiné leurs efforts pour arriver à endiguer le cambriolage à domicile. La police a intensifié les enquêtes et arrestations contre les voleurs, tandis que les spécialistes de la prévention ont visité les citoyens pour leur proposer des améliorations à la sécurité de leur maison. L'effort a porté ses fruits: les entrées par effraction ont subi une baisse.

Le professeur et auteur ne tarit pas d'éloges pour les travaux de son collègue Richard E. Tremblay, qui étudie depuis des années la violence chez les jeunes enfants. L'homme n'est jamais

plus mauvais qu'à l'âge de deux ans, a découvert M. Tremblay. Et c'est seulement sous la pression parentale qu'il apprend à se contrôler, d'où l'importance de doter les parents des meilleurs réflexes possibles.

C'est un exemple de «prévention sociale», une catégorie englobant tous les projets ciblant l'individu et son milieu. L'approche est complémentaire à la «prévention situationnelle», qui vise à décourager les délinquants de sévir. L'occasion fait le larcin, dit l'adage; il faut donc l'en priver. Verrouiller ses portes de voiture, se doter d'un système d'alarme ou de caméras de surveillance constituent autant d'illustrations réussies de la prévention situationnelle.

Maurice Cusson déplore la faible place accordée à cette philosophie pragmatique dans la stratégie nationale de la prévention de la criminalité adoptée par Québec. «Ils se sont fermés à la prévention situationnelle, dit-il. Ils ont adopté l'étiquette prévention par le développement social, qui est une notion assez floue que l'on n'a jamais voulu définir précisément. Elle inclut des choses comme la lutte contre la pauvreté, ou la rénovation urbaine. C'est vague, c'est ambitieux à l'excès. Au nom de [cette approche], on a décidé de ne pas financer les projets de prévention situationnelle. Il y a une espèce de parti pris dogmatique qui est regrettable, parce que les deux formes de prévention vont de pair.»

À l'heure actuelle, les groupes communautaires sont les principaux bénéficiaires des budgets dévolus à la prévention de la criminalité. Ils se préoccupent davantage de venir en aide à leur clientèle-cible que de la lutte contre la délinquance. L'argent de la prévention n'est pas toujours utilisé à cette fin. «C'est intéressant que les groupes communautaires se consacrent à la prévention. Ils gagneraient cependant à ce que leurs projets soient jugés avec plus de rigueur», dit-il.

Selon Maurice Cusson, il faudra en arriver à quantifier et mesurer le succès des programmes en place, afin que le concept de la prévention prenne tout son sens. «On n'est pas encore assez avancé pour arriver à éliminer les projets qui ne marchent pas.» Dans un monde où la répression n'a plus la cote, la prévention gagne du terrain, même au sein des services de police. L'évaluation devient un impératif pour arriver à l'excellence.

VOLEUSE

SUITE DE LA PAGE 1

Ses délits: des vols de livres, mais aussi des bris de conditions de probation, des prises de liberté illégales.

Les cheveux rouges en bataille, le regard vif, Marie Gagnon semble étourdie. Elle parle, parle, les mots se bousculent dans sa tête, elle veut tout dire. Elle veut dire la nouvelle prison de Joliette trop propre, individualiste, inhumaine, elle veut dire ce que lui inspire la littérature d'absolu, elle veut dire le désir et la peur de la liberté. Puis, par moments, elle s'arrête, cherche son souffle, tente de reprendre le fil de ses pensées. Le temps file... Dans ses livres, Marie Gagnon dit aussi la souffrance des femmes marginales, qu'elle a connues en prison et ailleurs.

Après toutes ces années d'incarcération, elle devient vite «ivre d'air», «ivre de liberté», dit-elle, lorsqu'elle sort d'entre les murs. Pourtant, la liberté est ce qu'elle hérite par-dessus tout, au point que les années d'itinérance qu'elle a vécues à Montréal lui semblent les plus belles de toute son existence. Marie Gagnon est un drôle d'oiseau.

«Mon père me dit toujours: l'es un poème vivant», se souvient-elle. Son père, c'est tout ce qui lui restera quand Marie Gagnon quittera la pénitencier de Joliette au cours des prochaines semaines, son père et l'équipe des éditions VLB, à qui ses *Lettres de prison* sont destinées.

Bachelière en enseignement avec une maîtrise en littérature, Marie Gagnon a fait ses premières expériences de l'héroïne avec son professeur de philosophie, dont elle était tombée amoureuse.

Avec lui, se souvient-elle, elle devore Artaud, Rimbaud, Baudelaire: «on refaisait le monde toutes les nuits». C'est sans doute la dépendance à l'héroïne qui l'a menée à pratiquer le vol des livres en série, pour lequel elle a purgé de nombreuses peines de prison.

Car Marie Gagnon est fille de la démesure. «Je vise l'absolu» en écrivant, dit-elle. Elle voudrait avoir le pied dans la tombe, par exemple, pour expliquer ce que c'est que mourir, puisque les morts ne peuvent le faire. Les contraintes sociales l'asphyxient, et elle se souvient de la nausée que lui ont déjà inspirée les pelouses bien taillées du Laval de sa jeunesse. Au cours de ses nombreuses incarcérations, elle a écrit *Bienvenue dans mon cauchemar* et *Les Héroïnes de Montréal*, tous deux chez VLB.

Mais la liberté qu'elle souhaite l'effraie en même temps, plus particulièrement les conditions dans lesquelles elle lui sera redonnée. En entrevue, elle raconte que les femmes détenues ont souvent des peines plus sévères que les hommes pour les mêmes crimes. On est plus exigeant aussi, dit-elle, envers leur consommation d'alcool. Pour sa part, Marie Gagnon semble avoir accompli un exploit en prison, celui de se sevrer non seulement de l'héroïne, mais aussi de la méthadone. «Je suis à l'eau chaude», dit-elle.

Comme passion, il lui reste les mots. Elle lit beaucoup en prison, affirme y avoir accès à une intéressante sélection d'ouvrages: «on trouve même *Lautréamont*», dit-elle. Les mots qui sous sa plume, comme sous celle des autres, l'aident à faire partie du monde.

Dans un tout autre registre, la journaliste française Anne Nivat, correspondante à Moscou et en Tchétchénie, présentait au Salon du livre de Montréal son livre *La Maison haute*, paru chez Fayard, une série d'interviews avec les habitants d'un vaste immeuble construit à l'époque de Staline.

Dans cet immeuble, autrefois symbole de l'élite, grouille toute une vie de la Russie post-soviétique, avec ses ambitions, ses chaos, ses regrets. Anne Nivat est grand reporter. Elle a aussi signé un livre intitulé *Chienne de guerre*, toujours chez Fayard, témoignage du conflit tchétchène. À Moscou, elle vit elle-même dans la maison haute, cet immeuble au charme né d'une autre époque.

On y trouve, dit-elle, des gens de différentes générations, ici une ballerine, là un écrivain, là encore, une riche femme d'affaires. Au moment de l'érection de cette maison haute, il y a 50 ans, Staline avait expressément choisi les gens qui devaient y habiter un appartement. Et à son entourage, qui souhaitait que l'immeuble soit entièrement habité par des agents du KGB, Staline aurait répondu: «Il n'y a pas que ça [le KGB], trouve des professeurs, des scientifiques, des artistes.»

Certaines personnes rencontrées par Anne Nivat ont donc emménagé dans la maison haute en cette période révolue du soviétisme. D'autres, plus jeunes, ne sauraient même pas qui est Staline, ajoute-t-elle.

Chez les anciens, on relève un brin de nostalgie de l'ère socialiste. À l'époque, il y avait alors en Russie une certaine stabilité dans le cours des événements et la vie était plus prévisible. Les Russes bénéficiaient alors, par exemple, d'une sécurité d'emploi qu'ils ont perdue aujourd'hui.

Ce qu'ils ne regrettent pas, par contre, ce sont les files d'attente dans l'espoir qu'un produit attendu soit enfin arrivé.

Du Moscou d'aujourd'hui, Anne Nivat dit que c'est une ville très riche, où l'on vit à la fine pointe du développement, mais où la vie est démesurément chère. «90 % des investissements faits en Russie sont à Moscou», dit-elle. La transition entre le socialisme et le capitalisme se passe bien, croit-elle, même si l'héritage soviétique est omniprésent.

«Si seulement on n'avait pris de l'Occident que les bons côtés, au lieu de choisir les pires!», soupire Lida Nikolaïevna, gardienne de l'édifice, rencontrée dans *La Maison haute*.

Pour les Russes, les pires côtés de l'Occident, c'est la pauvreté culturelle, traduit Nivat. Dans ce contexte d'uniformisation culturelle, la culture russe, pourtant très riche, a du mal à survivre à l'aise. De la Russie actuelle, Anne Nivat relève aussi le nationalisme absolu, morceau d'identité accroché dans la débacle du socialisme.

La journaliste, qui a largement couvert le conflit tchétchène sans accreditations de Russes, ne voit pas d'issue dans la situation actuelle. Le gouvernement de Poutine refuse de négocier avec les Tchétchènes, et ce, encore plus catégoriquement depuis la prise d'otages dans le théâtre de Moscou. Et certains Tchétchènes, qui n'ont plus rien à perdre, se radicalisent...